



Le croiseur «Lamotte-Picquet» dans la Baie d'Along.



Le croiseur «Lamotte-Picquet» à Haïphong (port de Hanoi).

Novembre 1947 :
« un groupe de Français d'Indochine »
prend position.
La vérité sur l'Indochine

Voici un texte un peu long, mais tellement indispensable pour bien comprendre ce qui s'est passé dans la "perle de nos colonies", la Fédération Indochinoise, de 1936 jusqu'en novembre 1947. Je reprends tel quel ce témoignage qu'a écrit "un groupe de Français d'Indochine", en novembre 1947, duquel on ne peut enlever un seul mot tant la densité du compte-rendu est forte. Ce document précieux est dans le dossier secret de l'Amiral Jean DECOUX (accessible depuis 2007, avec autorisation que j'ai obtenue auprès du Conservateur des Archives Nationales de la Marine). Il s'agit là d'un témoignage qui ne pourrait plus être délivré par des survivants authentiques, d'où son intérêt. On peut constater ici les très grandes difficultés que l'Amiral rencontrera en arrivant à la tête de l'Indochine et au cours des cinq années qui suivront et on verra comment la France l'a remercié d'avoir si bien défendu notre drapeau...

Ce grand témoignage objectif est développé dans cinq chapitres, sur le thème général de "la vérité sur l'Indochine" :

- 1 - La situation de l'Indochine en juin 1940**
- 2 - L'Indochine de juillet 1940 à mars 1945**
- 3 - L'Indochine du 9 mars au 23 août 1945**
- 4 - L'Indochine depuis le 23 août 1945**
- 5 - Nous demandons une commission d'enquête.**

Un complément de deux chapitres rédigé par ce même "groupe de Français" est particulièrement précieux.

- 6 - La cessation des hostilités en Asie, vue du camp d'internement de Loc-Ninh**
- 7 - Les derniers jours en Indochine.**

LA VERITE SUR L'INDOCHINE

L'opinion publique est totalement abusée sur ce qui se passe en Indochine depuis un an. Les communiqués officiels du Gouvernement des trois partis communiste, socialiste et républicain-populaire, lui ont dissimulé la vérité. C'est ce qui résulte de la note ci-après rédigée par un groupe de Français d'Indochine et qui nous parvient par le dernier courrier. Nous donnons ci-après ce document établi sur place par des hommes qui ont vécu là-bas toute leur vie et qui savent ce dont ils parlent.

1 - LA SITUATION DE L'INDOCHINE EN JUIN 1940.

Il faut d'abord révéler un fait qui est inconnu du public et qui a dominé la situation de l'Indochine au moment de l'armistice franco-allemand. C'est que depuis 1936, certains politiciens appartenant aux gouvernements du Front Populaire qui s'étaient succédé à Paris, avaient organisé à travers le Tonkin (1) le ravitaillement en armes, en munitions et en matériels de guerre de toute sorte, de la Chine alors en conflit avec le Japon. Tout cela arrivait à Haïphong (port de Hanoi) par bateaux et, par les voies ferrées et les routes du Tonkin, et pénétrait en Chine. Il s'agissait de quantités considérables d'un matériel perfectionné qui a fait cruellement défaut à la France et à l'Indochine en mai-juin 1940. Il va sans dire que si l'intérêt national perdait beaucoup à ce trafic illicite, contrairement aux lois internationales, certains affairistes y trouvaient de substantiels profits qu'ils partageaient avec les politiciens leurs complices. Mais ceci est une autre histoire qui sera, s'il le faut, racontée en détail où et quand il le faudra... Il va sans dire aussi que des douzaines d'avions, des derniers modèles, des milliers de camions, des centaines de chars, des centaines de canons et de mitrailleuses, des centaines de milliers de bombes d'avion, des centaines de milliers d'obus et de grenades, des centaines de milliers de fusils et de pistolets, des millions de cartouches, des centaines de milliers de tonnes de matériels divers, ne peuvent se dissimuler et que le Japon était au courant de tout ce qui se passait. A plusieurs reprises, le Gouvernement Général de Hanoi avait signalé à Paris le péril que de tels agissements pouvaient attirer sur l'Indochine et sur la France. Car le potentiel de

guerre du Japon dépassait infiniment celui que nous pouvions lui opposer en Extrême-Orient, et nous risquions de perdre l'Indochine en quelques jours. Mais les politiciens du Front Populaire répondait qu'il s'agissait de défendre la Chine "démocratique" contre le Japon "fasciste".

Est-il besoin de souligner que ces vocables du langage politique européen ne signifient plus rien quand ils sont transportés sur les bords du Pacifique. En fait, il s'agissait pour les politiciens et les marchands d'armes de soutenir son meilleur client, le clan sino-américain des Soong, maître du gouvernement de Tchungking, sous le nom du "Seigneur de la guerre" Tchang Kai Shek. Mais cela, qui le savait en France ?

En février 1939, le Japon mit à exécution la menace que sa diplomatie et sa presse proféraient depuis longtemps : il occupa sans rencontrer aucune résistance, l'île chinoise de Haïnan, contrôlant ainsi toute la navigation dans le Golfe du Tonkin. D'autre part, au cours de cette même année 39, il poussait ses troupes dans les provinces chinoises limitrophes de notre Tonkin, afin de couper les routes d'importation en Chine du matériel de guerre débarqué à Haïphong. Enfin, son aviation bombardait les villes chinoises voisines de la frontière tonkinoise dans lesquelles était concentré ce matériel, ainsi que la voie ferrée construite par la France en territoire chinois, qui relie Haïphong au Kunming en Chine. Tout cela n'allait pas sans victimes parmi les Français et les Annamites installés en Chine, notamment parmi nos Missionnaires. L'orage s'amoncelait donc sur la frontière du nord de l'Indochine et les relations franco-japonaises devenaient de plus en plus difficiles. Hanoi continuait à crier gare à Paris, mais en vain !

Quand la guerre éclata en Europe en septembre 1939, on aurait pu croire que les fournitures à la Chine d'un matériel dont nous avions tant besoin allaient cesser : il n'en fut rien et tous les Français du Tonkin peuvent attester que la contrebande de guerre en faveur de la Chine continua et même s'aggrava jusqu'à notre désastre de juin 1940. A plusieurs reprises, le Haut Commandement français en Indochine demanda à garder pour lui les avions, les chars, les canons, les mitrailleuses, les fusils, les munitions, les camions, les équipements, le matériel qu'il voyait défiler vers l'étranger alors que lui-même manquait de tout : cela ne lui fut pas accordé ! Vint l'armistice franco-allemand : aussitôt le Japon exigea

la mise en place sur la frontière sino-tonkinoise de plusieurs commissions japonaises de contrôle, postées sur les voies ferrées et sur les routes par lesquelles passait vers la Chine le matériel de guerre. C'était une grave atteinte portée à notre souveraineté, mais la demande japonaise était un véritable ultimatum appuyé par la présence d'une escadre importante dans les eaux indochinoises (n'oublions pas que les marines de guerre et de commerce du Japon étaient les troisièmes du monde, venant tout de suite après celles de l'Angleterre et des Etats-Unis) et par la menace immédiate de plusieurs divisions stationnées sur notre frontière, à cent vingt kilomètres de Hanoi, munies d'un puissant matériel blindé et d'une aviation toute moderne. Pour faire face à tout cela, nous ne disposions que de trois navires de petit tonnage, de vitesse nulle, de blindage faible et d'artillerie désuète, ainsi que d'un corps d'occupation composé de trente mille hommes sur lesquels plus de vingt mille étaient des Indigènes et moins de dix mille étaient des Blancs, répartis d'ailleurs sur toute l'Indochine, à deux mille kilomètres souvent de la frontière qu'il aurait fallu défendre, tous munis de leurs seuls fusils Lebel, presque sans mitrailleuses et sans canons, tout à fait dépourvus de chars, et assistés d'une aviation dérisoire représentée par quelques vieux appareils Potez 1925. Tel était le rapport des forces japonaises et françaises. L'Indochine pouvait être perdue en quelques heures.

C'est pour éviter de tout perdre en un instant que le Général Catroux, alors Gouverneur Général, se résigna à céder, et des commissions japonaises de contrôle s'installèrent sur la frontière sino-tonkinoise. Blâmé par le Ministre des Colonies d'alors, il lui répondit qu'étant sur place il pouvait mieux juger de ce qui était inévitable qu'un parlementaire séparé des événements par seize mille kilomètres et, qu'au surplus, il n'avait de leçons de patriotisme et de courage à recevoir de personne. Ce télégramme lui valut d'être rappelé en France et c'est au cours de son voyage de retour qu'à Singapour il se décida à rejoindre le Général de Gaulle : on sait qu'après avoir rempli de hautes fonctions dans les Forces Françaises Libres, il est actuellement ambassadeur de France à Moscou.

Le Gouvernement de Vichy désigna pour lui succéder en Indochine le Vice-Amiral d'Escadre **Jean DECOUX**, alors Commandant des Forces Navales Françaises en Extrême-Orient,

et mieux éclairé sur la situation véritable dans laquelle s'était retrouvé le Général Catroux, approuva l'attitude qu'il avait prise. Son successeur eut la consigne de tout tenter par la diplomatie pour garder à la France une Indochine qu'elle ne pouvait pas défendre par la force. Cette tactique réaliste et prudente fut approuvée par tous les Français résidant dans le pays et qui savaient notre faiblesse en face de puissance japonaise. A ce moment, le Général Catroux et l'Amiral **DECOUX** furent considérés par tous nos compatriotes et par les Annamites éclairés comme les sauveurs de l'Indochine, et ils le furent réellement. Nous savions tous ici où était passé le matériel de guerre qui nous aurait permis une autre attitude. Nous n'ignorions pas non plus au profit de qui avait été commise cette véritable forfaiture. Encore une fois, s'il le faut un jour, nous dirons les noms et nous donnerons les précisions appuyées de documents irréfutables que seul un souci d'union nationale nous empêche de divulguer pour le moment. Nous comprenions que l'Indochine payait pour l'imprudence et pour la corruption de ceux qui auraient dû la mettre en état de défense, ou faire en Extrême-Orient une politique plus sage et plus honnête. C'est pour cela que, privés de tout espoir d'un secours qui pourrait venir d'une Métropole, elle-même abattue et envahie, nous avons suivi les Chefs qui nous paraissaient de bons pilotes dans la tempête que nous traversions. Le nom seul du Maréchal dont nous avons été les soldats en Flandre, en Champagne, à Verdun, nous paraissait une garantie suffisante du patriotisme de l'attitude prise successivement par le Général Catroux et par l'Amiral **DECOUX**. Et l'expérience cumulée au cours de toute notre vie passée en Extrême-Orient nous confirmait qu'il n'y avait pas d'autre solution possible si nous voulions garder l'Indochine à la France et maintenir sur elle la souveraineté française jusqu'au jour inévitable où le sort des armes devait tourner en faveur des Alliés. Telle a été, derrière **DECOUX** comme derrière Catroux, notre position à nous, Français d'Indochine. Et nous n'admettons que personne mette en doute notre courage et notre patriotisme, ni celui de nos Chefs.

Telle était la situation extérieure que trouva l'Amiral **DECOUX** quand en juillet 1940, il succéda au Général Catroux dans les fonctions de Gouverneur Général de l'Indochine (Décret du 25 juin 1940 par le Gouvernement du Président Albert

Lebrun, le nommant à la tête de l'Indochine). Quant à la situation intérieure de l'Union, elle était excellente : la défaite de la France n'avait aucunement affaibli le prestige de notre pays auprès des Indigènes et leur loyalisme ne fut alors affecté en rien par notre malheur. Au contraire même, les Français qui vivaient ici reçurent à cette époque de nombreux témoignages spontanés et désintéressés de l'attachement de tout ce peuple annamite et notamment de l'élite intellectuelle, pour la France malheureuse. Les Extrêmes-Orientaux, les Annamites qui sont surtout de tradition confucéenne, n'ont aucune admiration pour la force militaire, et notre désastre guerrier n'affaiblissait pas à leurs yeux le rayonnement de notre civilisation et de notre génie. Sur ce point très important, il ne peut y avoir aucun doute, et nous sommes sûrs de traduire exactement la pensée de tous nos compatriotes d'ici. Ils sont unanimes à penser qu'en 1940, et ensuite jusqu'en 1945, les seuls éléments hostiles à la France étaient les petits groupes de révolutionnaires, les uns se disant nationalistes, les autres se disant communistes, tous plus ou moins affiliés à la Troisième Internationale, et tous plus ou moins subventionnés et dirigés par le Komintern (Comité exécutif de la Troisième Internationale) siégeant à Moscou et dont faisait partie l'émigré Ho Chi Minh qui avait été l'organisateur des troubles du Tonkin, du Nord et du Centre-Annam et de Cochinchine en 1930 et 1931. Mais leur influence restait faible et l'ensemble de la population, depuis la caste mandarinale et la bourgeoisie des villes jusqu'aux plus humbles coolies des usines et des plantations et jusqu'aux innombrables paysans des rizières et de la montagne, restait avec la France considérée comme l'instrument de la justice et du progrès.

La situation économique de la Fédération indochinoise était également florissante : certes, il y avait encore beaucoup de misère au Tonkin et dans le Nord-Annam où la terre, cependant fertile et cultivée comme un jardin, ne peut nourrir une population surabondante dont la densité agricole est en moyenne de mille habitants au kilomètre carré et atteint parfois quinze cents ! Mais il faut noter tout de suite que cette misère était moins grande que dans la Chine voisine ou qu'aux Indes anglaises. Il faut dire que grâce à l'effort français, elle reculait chaque année devant la construction des digues, le percement des canaux, l'aménagement des casiers d'hydraulique agricole, le développement du réseau routier et ferré, le progrès commercial et industriel, la diffusion

chaque jour plus grande de l'enseignement à tous, la lutte contre la maladie et la mort, menée par nos médecins, le zèle de nos fonctionnaires, le dévouement et le sacrifice de nos Missionnaires et de nos Religieuses (2). L'Indochine avait eu de grands Chefs, les Doumer, Sarraut, Robin, Pasquier, qui l'avait conduite dans "la paix française" vers la prospérité. Cela le menu peuple d'Annam le savait. Cela, Lord Northcliffe maître d'une bonne moitié de la presse anglaise, et qui visita le pays en 1933, l'a écrit en faisant l'éloge de notre oeuvre sur cette terre où nous avons travaillé toute notre vie et qui était devenue notre seconde patrie.

Tout cela, en dépit des erreurs et des fautes inséparables de toute action humaine et que nous n'avons jamais eu la sottise ou l'hypocrisie de nier, tout cela avait valu aux Français d'Indochine d'être entourés du respect et de la reconnaissance de tout un peuple. C'est là que nous voudrions crier à nos compatriotes de France plus fort que les cris de haine et les clameurs partisans qui voudraient leur faire croire maintenant que les Français d'Indochine ont manqué à leur mission. C'est une monstrueuse sottise ou une abjecte calomnie.

La vérité est que l'entreprise française en Indochine était une magnifique réussite matérielle et morale, bien méritée par l'effort obstiné de quelques milliers de Français attachés à une tâche pénible mais passionnante. De nombreuses amitiés franco-annamites étaient nées, de nombreux mariages franco-annamites avaient été conclus, les élèves français et annamites étaient élevés dans les mêmes lycées (3) : pour beaucoup d'entre nous, l'Indochine était la vraie patrie. C'est dire notre tristesse quand il faut maintenant assister à l'écroulement de toute notre oeuvre, alors qu'il eût été si facile, avec un peu de bon sens, de garder l'Indochine à la France.

(1) : Le Tonkin est le nord du Vietnam

(2) : J'ai relevé de multiples documents d'archives sur les actions fortes de l'Amiral DECOUX et de sa femme, auprès des communautés religieuses. C'est l'objet d'un message particulier.

(3) : Le film de Jean-Jacques Annaud "L'amant" tourné en 1991, décrit bien les événements des années 30 et la vie de Marguerite Duras qui a fait ses études secondaires au Lycée Chasseloup-Laubat à Saïgon. Plus tard, l'Amiral DECOUX favorisant la formation de la jeunesse indochinoise, présidait chaque année la remise des prix aux élèves du lycée Chasseloup-Laubat, au pied du drapeau tricolore salué par les enseignants, les élèves et leurs parents.

Après cette longue introduction qui situe parfaitement le décor que l'Amiral a trouvé en arrivant à la tête de la Fédération d'Indochine, on peut entrer dans les presque cinq années qu'il a vécues à Hanoi, Hué, Saïgon, Phnom-Penh et Vientiane.

2 - L'INDOCHINE DE JUILLET 1940 A MARS 1945.

Il faut rappeler tout d'abord que pendant ces cinq longues années, l'Indochine fut privée de tout appui de la France ou de ses alliés, et livrée à ses propres forces devant un ennemi dont la puissance militaire dominait alors tout le Pacifique et tout l'Extrême-Orient. C'est à peine si le corps français d'occupation avait des munitions pour quelques heures de combat. Encore s'agissait-il de cartouches ou d'obus pour un armement désuet et inefficace ! On le vit bien à Langson en septembre 1940 et sur la frontière siamoise (1) au cours de la saison sèche de 1940-41. L'expérience militaire venait de démontrer ce que de rares esprits clairvoyants avaient redouté et annoncé depuis longtemps, à savoir que la disproportion était telle entre nos forces en Indochine et celles de l'Empire nippon tout proche, qu'il était impossible non seulement d'espérer une victoire mais encore d'escompter une résistance utile. Cette expérience, d'ailleurs, les Anglais devaient la faire peu après sur terre et sur mer quand, en quelques jours, leur flotte d'Extrême-Orient composée d'unités modernes et puissantes fut détruite. Rangoon et la Birmanie occupées, Singapour réputée imprenable, prise, et la péninsule malaise perdue. De même, les Hollandais qui perdirent aussi rapidement Batavia et les Indes Néerlandaises (2). Plus tard, les Américains subirent le même sort à Pearl-Harbor, à Manille et aux Philippines.

Quelques hauts fonctionnaires avaient prédit depuis plusieurs années cette élimination foudroyante des puissances blanches en Extrême-Orient, sans pouvoir se faire entendre de leurs gouvernements respectifs à Paris, à Londres, à La Haye, à Washington. Et même à Paris, on avait fait à l'égard du Japon, de 1936 à 1940, une politique de folle imprudence dont les mobiles n'étaient pas toujours désintéressés. Les politiciens et les affairistes qui la menaient, savaient bien à quel danger ils exposaient la domination française en Indochine. Mais la contrebande de guerre en faveur

du clan des Soong, leur apportait trop d'argent. Il faudra bien qu'un jour la vérité soit révélée au public sur ce point important...

Ce n'est pas en France seulement que se faisait ce criminel trafic : ce n'est un secret pour personne en Extrême-Orient que si les Etats-Unis ravitaillaient le gouvernement chinois en matériel de guerre, ils en fournissaient aussi des quantités énormes au Japon. C'est avec du matériel américain que le Japon a fait la guerre à l'Amérique, à l'Angleterre, à la Hollande. Et tous les Français d'Indochine peuvent attester que les troupes japonaises "stationnées" en ce pays n'avaient que des camions américains.

Placé devant la menace des représailles japonaises attirées sur nous par la forfaiture et la rapacité de quelques politiciens, et ayant perdu les illusions qui l'avaient amené à blâmer le Général Catroux, signataire du premier accord franco-japonais, le Gouvernement de Vichy comprit qu'il était impossible de défendre l'Indochine par la force, et au cours de l'année 1941, il signa avec le Japon plusieurs accords militaires et économiques dont l'essentiel peut se résumer dans les dispositions suivantes : des troupes japonaises pourraient "stationner" en Indochine, elles pourraient y acheter les vivres qui leur seraient nécessaires et les exportations que l'Indochine faisait sur le Japon avant la guerre continueraient. Par contre, le Japon reconnaissait et garantissait la souveraineté française en Indochine. Il ne s'immisçait en aucune manière dans la vie politique, administrative, judiciaire, financière et économique du pays.

Telle était la situation de droit. La situation de fait fut la suivante : le "stationnement" (c'est le mot qui fut employé dans les actes diplomatiques) n'eut aucunement le caractère d'une occupation. D'ailleurs, dans cette Indochine qui est plus grande que la France, les effectifs japonais atteignirent rarement et ne dépassèrent jamais quatre vingt mille hommes : c'est dire qu'en dehors des grandes villes, on ne vit guère de Japonais dans le pays. Ils étaient d'ailleurs concentrés au Tonkin près de la frontière chinoise et en Cochinchine-Cambodge à proximité de la frontière siamoise. En pratique, une grande partie de l'Union, tout l'Annam et tout le Laos notamment, échappait au "stationnement" nippon. Jamais les Français et les Indigènes n'eurent le sentiment d'être en pays occupé. Car jamais les Nippons n'intervinrent dans la vie du pays jusqu'au 9 mars 1945. Les représentants de la France en Indo-

chine, depuis le Gouverneur Général jusqu'au plus modeste de nos fonctionnaires, gardèrent toute leur autorité. Les colons, les industriels, les commerçants, les missionnaires gardèrent toute leur liberté. L'armature française resta intacte. Le drapeau français ne cessa de flotter partout pendant ces cinq années, et l'on ne vit le drapeau japonais que sur les rares bâtiments occupés par l'armée nipponne. Les Annamites considéraient que le "stationnement" japonais, opéré d'accord avec le Gouvernement français, n'était qu'un épisode de guerre essentiellement passager et qui n'affectait en rien la domination française sur l'Indochine. Malgré quelques incidents inévitables, et d'ailleurs minimes, dans les villes de garnison, les Indigènes voyaient que les relations entre Autorités françaises et Autorités japonaises étaient correctes et courtoises, et ils en concluaient que notre position restait solide. Aussi nous demeurèrent-ils fidèles. Tous nos compatriotes d'ici sont d'accord pour affirmer que, de 1940 à 1945, ils n'eurent jamais l'impression d'une situation morale diminuée vis-à-vis des Indigènes que certaines brutalités de la soldatesque japonaise rapprochaient, au contraire, de nous. Les seuls Annamites qui se mirent au service des Nippons et qui utilisèrent leur présence pour faire de la propagande anti-française auprès de leurs compatriotes furent les révolutionnaires et les communistes que nous retrouvons maintenant groupés autour de Ho Chi Minh, président de la République vietnamienne !

Nous affirmons que, de 1940 à 1945, le loyalisme de la masse indigène resta intact, et il faut bien dire que certains principes de la politique de Vichy, sur la famille et sur le travail en particulier, rencontraient les idéaux traditionnels de l'Orient.

Et nous rappelons que de tous les drapeaux européens qui flottaient sur les bords du Pacifique avant la guerre, le drapeau français fut le seul à subsister de 1941 à 1945. Nous ajoutons que l'ordre et la paix ne cessèrent de régner en Indochine pendant toute cette période et que l'Indochine fut alors un des rares pays tranquilles dans un monde en flammes. De cela, le prestige de la France était grandi aux yeux des Indigènes et, souvent, nous avons senti leur coeur battre à l'unisson du nôtre.

Tel est le résultat qui fut obtenu par la politique française en Indochine pendant ces cinq années. On a dit, il est vrai, que le Japon avait pu faire de l'Indochine la "plaque tournante" de sa

guerre en Extrême-Orient. Et nous savons que beaucoup de Français l'ont cru, ou même le croient encore. Mais ce n'est pas vrai. Le Japon, nous le répétons, n'a jamais eu plus de quatre vingt mille hommes en Indochine : comment ce faible effectif eût-il pu être la plaque tournante d'armées qui réunissaient des millions d'hommes répartis sur des milliers de kilomètres en Chine, en Birmanie, dans les Straits, aux Indes Néerlandaises et aux Philippines ? La vérité est que l'Indochine n'a été d'aucun secours au Japon et qu'elle n'a constitué pour lui qu'une charge. Ce n'est pas du Tonkin, mais de Hong-Kong et de Canton, que partaient les forces japonaises destinées à opérer dans la Chine du Sud.

Ce n'est pas en Cochinchine, mais au Siam, que les troupes nippones qui opéraient en Birmanie, avaient leurs bases. Ce n'est pas de Cochinchine que partaient les navires qui transportaient les forces nippones à Singapour, à Batavia ou à Manille. Saïgon n'était même pas sur leur route et, en fait, on n'a vu pendant la guerre que fort peu de transports japonais dans ce port.

On a dit aussi que les terrains d'aviation d'Indochine avaient servi de bases de départ à l'aviation nipponne, notamment dans ses opérations contre Singapour : cela, en effet, aurait pu être, mais cela n'a pas été car c'est des terrains siamois que sont partis leurs avions japonais. On a dit enfin que l'aviation japonaise basée sur les côtes indochinoises avait pu causer de lourdes pertes aux marines alliées : cela aussi aurait pu être, mais cela n'a pas été car il y eu très peu d'avions nippons sur les côtes de l'Indochine, et ils n'empêchèrent nullement les sous-marins et les avions alliés basés sur navires porte-avions de couler de nombreux navires japonais et français, ces derniers navigant entre Saïgon et Haiphong pour le ravitaillement du Tonkin en riz et celui de la Cochinchine en charbon. Plusieurs de nos navires de guerre furent coulés eux aussi, et les victimes furent nombreuses parmi nos marins.

Au surplus, le Japon tenant Hainan, les Philippines, les Indes Néerlandaises, Singapour et Rangoon, on ne voit pas quel intérêt il aurait eu à mobiliser des forces considérables terrestres, maritimes et aériennes dans cette Indochine qui est située en dehors des lignes de grande communication du Pacifique et de l'Océan Indien. Il suffit de regarder une carte de l'Extrême-Orient pour s'en convaincre. Il est donc faux que l'Indochine ait été la plaque tournante de la guerre japonaise. La suite des événements a montré, d'ailleurs, que l'Indochine ne pouvait jouer aucun rôle dans la bataille.

Reste la question des ressources en riz, charbon, minerais, caoutchouc que le Japon a trouvées en Indochine. Il est évident que le respect de la souveraineté française en Indochine de 1940 à 1945 n'a pas été obtenu sans cette contre-partie. L'Indochine a vendu au Japon pendant la guerre les marchandises qu'elle lui vendait avant la guerre. Ces marchandises ont-elles, comme on l'a dit, "alimenté l'effort de guerre" de l'Empire du Soleil Levant ? Il suffit de comparer les chiffres respectifs de l'export indochinois et des ressources immenses que le Japon tirait de la Chine, de la Birmanie, des Indes Néerlandaises, des Straits et des Philippines pour se convaincre immédiatement du néant de cette affirmation. Dans ces pays, où toute l'administration était entre leurs mains, les Japonais ont trouvé des ressources de toutes sortes bien supérieures à leurs possibilités d'exportation vers le Japon, surtout quand leur flotte commerciale eut vu son tonnage considérablement réduit par les attaques des sous-marins et des avions alliés. Et l'Indochine ne représentait pour eux que fort peu de chose.

En fait, le port de Haiphong étant détruit par les bombardements de l'aviation chinoise et américaine, seul le port de Saigon a exporté vers le Japon, et cet export a été fort réduit par les difficultés de fret rencontrées de bonne heure par les Nippons. Il faut dire aussi que l'Indochine est un pays dont la mise en valeur n'est pas encore au point et dont les facultés exportatrices sont faibles. Il faut dire enfin que l'Administration française, sous la direction de l'Amiral **DECOUX**, s'est efforcée constamment de réduire les exigences japonaises, et qu'elle y a réussi au prix de difficultés chaque jour renouvelées et chaque jour résolues dans la volonté et l'espoir de garder l'Indochine à la France et, le jour de l'arrivée des troupes françaises, de garder intacte l'armature française, en gardant partout les trois couleurs de France. Nous qui avons assisté à cette résistance de cinq années à un adversaire tout-puissant, avec lequel il ne pouvait pas être question de lutter ouvertement, et qui avons pu mesurer au jour le jour les résultats obtenus, nous sommes douloureusement surpris que notre attitude n'ait pas été comprise en France, nous sommes scandalisés que l'Amiral **DECOUX** soit encore en prison ! Car nous savons qu'il a été un bon serviteur de la Patrie. Et nous lui restons reconnaissants et fidèles.

Nous ajoutons qu'en outre du maintien de la souveraineté française ainsi obtenu, ces exportations sur le Japon ont permis à

la population indigène de l'Indochine de vivre dans une prospérité relative pendant ces cinq années. Jusqu'à ce que les bombardements et les torpillages anglo-américains aient mis hors d'usage le chemin de fer transindochinois et coulé toute la flotte commerciale indochinoise, la famine a été évitée au Tonkin et dans le nord-Annam grâce au riz de la Cochinchine, et les grosses industries de la région Saigon-Cholon ont été ravitaillées en charbon du Tonkin. C'est pour beaucoup grâce à cette prospérité économique que l'ordre public en Indochine n'a été troublé par aucun incident de 1940 à 1945, et qu'ainsi tout prétexte d'intervention dans les affaires intérieures du pays a été enlevé aux Japonais.

De plus, il importe de se poser la question suivante : si le Gouvernement français était entré en guerre avec le Japon dès juillet 1940, ou en décembre 1941, ou en novembre 1942, que serait-il advenu en Indochine ? Il en serait évidemment résulté que ce qui est arrivé le 9 mars 1945 se serait réalisé cinq, quatre ou trois ans plus tôt. Et dans ce cas, le Japon aurait mis l'Indochine en coupe réglée, comme il l'a fait aussi longtemps qu'il a été maître de la mer pour les Philippines, les Indes Néerlandaises, les Straits et la Birmanie. Il n'aurait plus rencontré devant lui la résistance patiente, souple, obstinée, efficace des autorités françaises : c'est alors que l'Indochine fut devenue pour les Nippons un centre important de ravitaillement !

Nous savons, nous qui avons suivi sur place les événements, que le reproche fait à l'Amiral **DECOUX** et à ses collaborateurs, d'avoir favorisé l'effort de guerre du Japon est sans aucun fondement.

Nous posons aussi cette question : que serait-il advenu des Français d'Indochine s'ils avaient dû supporter pendant cinq, quatre ou trois ans le régime qu'ils ont subi à partir du 9 mars 1945 ? Pour tous ceux qui connaissent les rigueurs du climat de l'Asie, des moussons, il est clair que bien peu seraient encore vivants et que, notamment, la plupart des femmes et des enfants auraient disparu ; de même, tous les Français qui, en raison de leurs fonctions administratives ou de leur situation sociale, ont été internés par les Japonais, dans des conditions très dures du 9 mars au 23 août 1945 : à plus forte raison, les malheureux qui ont été enfermés et torturés dans les geôles de la gendarmerie japonaise !

Ainsi quand les troupes alliées seraient arrivées en Indochine, elles n'auraient plus libéré que des cimetières... Nous disons

enfin : six mois de domination japonaise, du 9 mars au 23 août 1945, ont suffi pour créer en Indochine une situation révolutionnaire et pour permettre aux éléments anti-français d'entraîner derrière eux une partie de la population annamite : qu'eût-ce été si leurs agissements, au lieu d'être contenus comme ils l'ont été par l'Administration française, avaient été protégés et encouragés pendant cinq, quatre ou trois ans par une administration japonaise ? Ce qui se passe aux Indes Néerlandaises (2) permet de répondre à cette question. Nous sommes tous d'accord ici pour penser que la politique suivie en Indochine de juillet 1940 à mars 1945 était la seule conforme aux intérêts véritables de la France. Et qu'au surplus, elle était la seule possible, puisque tout autre attitude de la part des autorités françaises, eut amené la perte immédiate de l'Indochine, l'extermination des Français de ce pays, la ruine de toutes les entreprises matérielles et spirituelles françaises. Nous affirmons que les hommes qui ont fait cette politique au prix de difficultés, de menaces et de sacrifices quotidiens et qui pendant cinq ans, ont maintenu intacte la souveraineté française sur l'Indochine, ont bien mérité de la Patrie. Les mesures dont ils sont actuellement les victimes sont une abominable iniquité !

(1) Frontière de la Thaïlande

(2) Indonésie

3 - L'INDOCHINE DU 9 MARS AU 23 AOUT 1945.

Pourquoi les Japonais qui, jusqu'au 9 mars 1945, avaient respecté la souveraineté française en Indochine, l'ont-ils renversée à cette date et établi leur domination sur le pays, sous les apparences d'une prétendue indépendance accordée aux divers pays de l'Union ? Bien entendu, nous ne connaissons pas le fond de la politique nipponne et nous ignorons les arrière-pensées qui ont pu l'inspirer. Nous savons seulement qu'au printemps de 1945, les hommes d'Etat, sinon les militaires japonais, avaient compris que la guerre était perdue pour l'Empire du Soleil Levant. Nous savons aussi qu'en Indochine même, au fur et à mesure que cette conviction s'établissait dans l'esprit des diplomates et des généraux nippons, leurs exigences devenaient moins lourdes. Nous avons montré, d'ailleurs, que ces exigences étaient toutes d'ordre écono-

mique et destinées essentiellement à satisfaire pour une très faible part les besoins du Japon en riz et en matières premières.

Or, la maîtrise de la mer, reprise dès 1943 par les marines et surtout par les aviations alliées, établissait autour de l'Indochine un blocus tel que les exportations devenaient de plus en plus difficiles jusqu'à devenir impossibles, que le nombre des navires nippons envoyés par le fond augmentait chaque semaine, et que des stocks énormes s'entassaient, faute de frêt, sur les quais de Saigon et de Cholon. Le commandement japonais en Indochine n'y faisait donc plus l'achat de matières premières ou de riz qu'il ne pouvait plus exporter.

D'autre part, ceux des Français d'ici qui par leurs fonctions, étaient en contact avec les états-majors civils et militaires japonais, constataient chez eux de nombreux symptômes annonciateurs de l'évacuation du pays par les forces nipponnes : déjà, puisque la mer n'était plus libre, on préparait la ligne des étapes de la retraite vers la Chine et déjà de nombreux employés civils de l'armée japonaise s'embarquaient sur les rares navires qui réussissaient à forcer le blocus allié, et on brûlait beaucoup d'archives et on en expédiait beaucoup par avion sur Tokyo.

Le sang-froid, la patience, le patriotisme des Français d'Indochine allaient recevoir leur récompense. Ils allaient pouvoir accueillir leurs libérateurs dans le pays où ils avaient maintenu partout le drapeau national et gardé intacte toute l'armature française. Ils allaient pouvoir remettre le commandement aux hommes nouveaux qu'exigeaient les circonstances et faire, dans l'honneur et dans la dignité, la nécessaire transmission des pouvoirs. Il suffisait de tenir encore pendant quelques mois.

Or, le 9 mars 1945, à sept heures du soir, l'Ambassadeur japonais Matsumoto remettait à l'Amiral **DECOUX**, alors de passage à Saigon, un véritable ultimatum auquel celui-ci devait répondre dans un délai de deux heures.

Quel était le fond de la pensée nipponne ? Que les liaisons clandestines qui s'étaient établies dès 1942 entre les Français d'Indochine et les états-majors alliés à Tchougkiang et à Dehli, étaient devenues plus étroites, que des hommes, des armes, des munitions avaient été parachutés sur de nombreux points de l'Union, qu'un plan d'agression des forces japonaises stationnées en Indochine

avait été préparé, et qu'ainsi, en violation des accords franco-japonais, la sécurité de l'armée nipponne allait être compromise.

L'Etat-Major japonais exigeait donc dans l'ultimatum, la constitution en Indochine d'un haut commandement militaire unique, commun aux troupes françaises et aux troupes nipponnes, la direction générale appartenant au général japonais commandant les forces nipponnes en Indochine. Les forces françaises garderaient leur autonomie, mais devraient obéir aux ordres du haut commandement nippon. Ces prétentions étaient évidemment inacceptables et l'Amiral **DECOUX** les rejeta immédiatement. En outre, il protesta contre l'exiguïté du délai qui lui était imparti et demanda que les gouvernements français et japonais fussent saisis de l'incident. Il rejeta aussi le reproche de duplicité qui lui était fait, et affirma à nouveau sa volonté de respecter les accords qui avaient été passés entre les deux gouvernements. Déjà à plusieurs reprises, depuis 1940, les militaires japonais avaient employé de tels procédés d'intimidation. Chaque fois, ils avaient reculé devant le sang-froid, la fermeté et le courage de l'Amiral **DECOUX** et de ses collaborateurs. On pouvait donc croire qu'il en serait de même une fois encore. Il n'en était rien. La décision japonaise était prise. L'ultimatum n'était que de pure forme. Et avant même que la réponse de l'Amiral **DECOUX** fut parvenue à l'Ambassadeur Matsumoto, l'action japonaise était déclenchée dans toute l'Indochine. Le désastre que l'Amiral **DECOUX** et ses collaborateurs avaient, pendant cinq ans, réussi à écarter de l'Indochine était accompli. En quelques heures, l'armature française s'était écroulée, le drapeau français avait disparu, la souveraineté française sur ce pays était ruinée. C'était une immense catastrophe.

Qui porte la responsabilité de ce désastre ? Il faut répondre à cette question sans haine et sans crainte, avec le seul souci de la vérité. C'est ce que nous allons essayer de faire. Depuis la fin de 1942 et le début de 1943, des Français d'Indochine qui ne possédaient pas tous les éléments du problème qu'ils prétendaient résoudre, avaient désobéi à l'Amiral **DECOUX** et, sur les stations radiophoniques de Londres et de Dehli, étaient entrés en relations plus ou moins clandestines avec des états-majors alliés en Chine et en Inde. Ils méconnaissaient ou ignoraient les conditions réelles dans lesquelles se débattait le Gouverneur Général **Jean**

DECOUX et , par ignorance ou par passion, ils induisirent en erreur leurs correspondants à l'étranger sur les intentions véritables de l'Amiral **DECOUX** et de ses collaborateurs, ainsi que sur les possibilités d'une résistance éventuelle en Indochine. A partir de 1944, ils obtinrent des états-majors alliés de Dehli et de Tchoungking de nombreux parachutages d'émissaires, d'armes et de munitions. La plupart de ces émissaires, de ces armes et de ces munitions tombèrent tout de suite entre les mains des Japonais. Cependant quelques hommes purent se cacher, et quelques dépôts de matériels purent être constitués. Il faut bien dire que cette activité dite "clandestine" l'était fort peu et que beaucoup trop de gens étaient au courant de ce qui se passait. Cela constituait une grave imprudence et présentait de nombreux dangers dans un pays où le service d'espionnage nippon trouvait aisément et à peu de frais de nombreux auxiliaires parmi les domestiques et les employés indigènes au service des Français. Il fut clair, dès le début de cette activité, qu'elle n'échappait pas à l'attention des Japonais et qu'elle pouvait constituer une arme très dangereuse entre leurs mains. Cette activité était, en outre, inutile : d'abord, parce que la disproportion des forces en présence était telle que l'issue d'une lutte éventuelle ne pouvait être douteuse. Ensuite parce que, pour des raisons stratégiques évidentes, le commandement japonais n'avait pas l'intention d'offrir le combat en Indochine aux forces alliés, et qu'ainsi les missions de sabotage, de destruction ou de harcèlement qui auraient pu être confiées aux groupes de résistance, en cas d'invasion, devenaient sans objet.

Il était évident, d'autre part, que la situation de ces groupes de résistance aurait été en Indochine bien différente de ce qu'elle était en France où ils pouvaient compter sur la complicité de presque toute la population. Ici, des Français dissidents ne pouvaient pas espérer se dissimuler et vivre dans le "maquis", car les conditions naturelles et climatiques sont telles qu'il est impossible à des Blancs de "tenir la brousse" pendant plus de quelques jours. Si nobles qu'aient pu être les mobiles de cette activité, elle était donc imprudente et inutile. Elle fournissait aux Nippons, sans les menacer réellement, le prétexte qu'ils avaient toujours et vainement cherché depuis 1940 pour légitimer la violation des accords passés entre Vichy et Tokyo. Elle risquait d'attirer sur l'Indochine la catastrophe qu'une politique prudente et un patriotisme éclairé avaient jusqu'alors réussi à éviter.

D'ailleurs, que firent au 9 mars 1945, les groupes dits de "résistance" ? Ici encore, il faut dire la vérité, toute la vérité. La voici : au Tonkin, quelques civils, la plupart étudiants à l'Université de Hanoi, purent gagner la Chine toute voisine avec les éléments de troupes françaises qui avaient réussi à échapper au coup de surprise japonais et à retraiter vers la frontière sino-tonkinoise. Beaucoup de ces jeunes étudiants sont tombés d'une mort aussi glorieuse qu'inutile et ceux qui les ont entraînés dans cette aventure et qui, eux, sont bien vivants, portent à notre sens une lourde responsabilité.

Dans les quatre autres pays de l'Union, il n'y eut aucune résistance civile. La seule résistance qu'y rencontra le coup de force nippon, fut celle des garnisons militaires qui ne furent pas totalement surprises et qui purent réagir et notamment en Annam, à Hué et à Quinhon, et en Cochinchine, à Saïgon et à Thudaumot (la seule résistance civile efficace en Indochine a été celle qui a consisté à prévenir par radio clandestine, avant le 9 mars, les alliés des déplacements de troupes et de navires japonais). Les groupes civils ne firent rien et ne purent d'ailleurs rien faire en raison des mesures prises rapidement par les Japonais. Nulle part, les dépôts d'armes et de munitions ne furent utilisés et la plupart d'entre eux furent découverts par les Japonais au cours des six mois de leur domination sur l'Indochine. Trop de Français d'ici qui reprochaient à leurs chefs une politique dont ils étaient cependant les premiers bénéficiaires et qui parlaient beaucoup trop et sans aucune prudence dans les mess, les cafés, les cercles, les salons, où leurs propos étaient recueillis par les nombreux agents du service d'espionnage nippon, se contentèrent au 9 mars de cacher plus soigneusement encore les armes qu'on leur avait confiées et de se conformer aux instructions des autorités japonaises avec beaucoup plus de docilité et d'empressement qu'ils n'en avaient mis à obéir aux autorités françaises.

Six mois après, quand les Nippons furent partis et que les troupes anglaises et françaises eurent débarqué, nous avons vu les mêmes hommes parler haut et parader au nom de la "résistance". Certains, d'ailleurs, avaient été de zélés partisans du Gouvernement de Vichy jusqu'à ce que la victoire changeât de camp.

D'autres s'étaient enrichis en vendant aux Japonais tout ce qu'ils pouvaient, et avaient pensé prendre une assurance en versant

de l'argent aux collecteurs de cotisations pour la résistance. Leur sordide calcul n'a pas été déçu...

Mais toutes ces rodomontades et toutes ces roueries ont contribué, dans une large mesure, à attirer sur l'Indochine le désastre du 9 mars 1945 et ont causé la mort de beaucoup de nos compatriotes, tombés dans des combats sans espoir ou torturés dans les cachots de la gendarmerie japonaise. Nous savons, par des lettres et par des journaux venus de France, que quelques uns de nos matamores se présentent maintenant à Paris comme des "victimes du régime **DECOUX**" et comme des "héros de la résistance" indochinoise. Ils mentent effrontément. Certes, a beau mentir qui vient de loin, mais s'il faut un jour écrire leurs noms, nous les écrirons.

Une semaine environ après le coup de force du 9 mars, toutes les résistances militaires sont surmontées. Nos pertes étaient sanglantes. Tous les officiers, sous-officiers et soldats étaient enfermés dans des camps de prisonniers. L'Amiral **DECOUX** et ses collaborateurs immédiats étaient internés dans une plantation à 120 kilomètres de Saigon. Dans chacun des cinq pays de l'Union, les Résidents Supérieurs, les Hauts fonctionnaires et tout le personnel français de la Sûreté, étaient arrêtés et détenus dans des camps de concentration.

D'autre part, toute la population française d'Indochine était parquée dans d'étroits périmètres situés dans les villes de Hanoi, Vinh, Hué, Nhatrang, Saigon, Phnom-Penh et Vientiane. Tout le personnel de la Police fut ainsi désarmé. En quelques jours, le drapeau français et les Français eux-mêmes disparurent du paysage dont ils faisaient en quelque sorte partie. Les Annamites, les Cambodgiens, les Laotiens, assistaient avec stupeur et crainte à cet écroulement soudain d'une domination qu'ils savaient bienfaisante et débonnaire, et qu'ils croyaient inébranlable.

Cependant, les Japonais affirmaient qu'ils n'avaient sur l'Indochine aucune visée territoriale, qu'ils n'avaient agi que pour libérer leurs frères Jaunes d'Indochine de l'impérialisme français, comme ils avaient libéré leurs frères des Philippines, des Indes Néerlandaises, des Straits et de Birmanie, des impérialismes américain, hollandais et anglais, et ils proclamaient l'indépendance de l'Indochine.

Les souverains protégés de l'Annam, du Cambodge, et du Luang-Prabang étaient gardés à vue dans leurs palais, et on leur

imposait des déclarations dans lesquelles ils répudiaient le protectorat de la France et ils instituaient des gouvernements nouveaux.

Bien entendu, les Japonais installaient dans chacun des pays de l'Union des Gouverneurs, et prenaient seulement la précaution toute verbale de leur donner le titre d'Ambassadeurs auprès des gouvernements locaux. De même, ils plaçaient des "conseillers" à la tête des Services Publics. En fait, la domination japonaise se substituait à la domination française. La population indigène, la bourgeoisie cultivée surtout, pouvait mesurer aussitôt la distance qui sépare la manière nipponne de la manière française...

Quant au menu peuple, il était terrorisé sachant par une expérience millénaire qu'il n'y a rien de bon à attendre de nouveaux maîtres, et suivant les préceptes de la vieille sagesse extrême-orientale, il s'efforçait de vivre aussi loin que possible des militaires nippons et des nouveaux fonctionnaires annamites dont la rapacité ne connaissait plus aucun frein.

Et chaque jour les humbles avaient mille occasions de regretter les Français criards et débonnaires, tatillons et désintéressés. Et si grand était le prestige de la France, si profonde était l'imprégnation française en ce pays que, malgré le désastre du 9 mars, la "perte de face" que nous venions de subir n'était pas mortelle. On dit souvent que les Extrêmes-Orientaux ont le culte de la force, ce n'est pas vrai : une longue histoire leur a seulement appris qu'on ne peut pas résister par la force à une force supérieure, et qu'il faut la vaincre par la souplesse et l'habileté (1). Mais cela ne les empêche pas de juger la force et de connaître sa faiblesse. Le peuple d'Annam redoutait la brutalité des Nippons, mais ils savaient que leur tyrannie était éphémère. Et dans le fond de son cœur, il restait fidèle à la France.

Les Japonais avaient compris cela. Ils avaient aussi compris que, pour détacher les Annamites de la France, le mieux était d'employer à une œuvre de haine et de vengeance les quelques centaines de révolutionnaires dont l'Administration française avait toujours dû réprimer les menées en Cochinchine, en Annam et au Tonkin, en 1908, en 1916, en 1930, en 1940. C'est dans ce but que les Nippons libérèrent tous les condamnés politiques annamites et rappelèrent en Indochine les agitateurs qui avaient émigré à l'étranger pour échapper à la Justice française. Parmi ces derniers, le plus important était le communiste Ho Chi Minh, ouvrier

imprimeur venu en France pendant la guerre de 1914. Il s'était alors affilié au Parti Socialiste et collaborait à un journal anti-colonialiste édité par le parti sous le titre "Le Paria". Lors de la scission entre socialistes et communistes en 1920, Ho Chi Minh prit parti pour les communistes et, peu après, fut envoyé à Moscou pour suivre les cours de l'Ecole Staline où sont formés les propagandistes révolutionnaires pour toutes les régions de l'Asie. Une centaine d'Annamites sont actuellement passés par cette Ecole. Ho Chi Minh fut ensuite chargé de mission au Siam (2) : c'est de là qu'il organisa les troubles sanglants qui éclatèrent au Tonkin (3) en 1930, puis en Annam (4) et en Cochinchine (5) en 1931. Après l'échec de ces tentatives révolutionnaires qui furent suivies de nombreux assassinats, Ho Chi Minh passa en Chine où il bénéficia, comme tous les agitateurs anti-français, de l'appui du gouvernement de Tchang Kai-Chek. Dès lors, il passa son temps entre la Chine et la Russie et devint membre du "Komintern" (Comité exécutif de la Troisième Internationale), c'est-à-dire l'un des plus hauts personnages du communisme, en relations étroites avec Staline et Molotov. Dès notre désastre de 1940, il vint se fixer dans le Kouangsi, à quelques kilomètres de notre frontière. De là, il guetta l'occasion favorable. Elle lui fut offerte en mars 1945 par ces Nippons que nos compatriotes de France croient "fascistes"... Dès sa rentrée en Indochine, Ho Chi Minh réorganisa les éléments annamites révolutionnaires et attendit le moment où il pourrait balayer les gouvernements "bourgeois" installés par les Japonais. Ce moment vint beaucoup plus tôt qu'il ne l'espérait par suite de la capitulation du Japon, après la destruction de Nagasaki et de Hiroshima par les bombes atomiques, en août 1945. Aussitôt, Ho Chi Minh renversa les gouvernements bourgeois, arbora le drapeau rouge, et prit le pouvoir (6). C'est alors que se produisirent dans toute l'Indochine, à Saïgon notamment le 23 août et le 2 septembre, les premiers massacres de Français.

(1) C'est bien ainsi que l'Amiral DECOUX fonctionna pendant près de cinq années.

(2) Thaïlande actuelle

(3) Nord du Vietnam actuel

(4) Centre " "

(5) Sud " "

(6) Ho Chi Minh est mort à Hanoi en 1969. Son portrait est omniprésent dans les édifices publics. Il est considéré comme le Père de la Nation...par les gouvernants communistes qui lui ont succédé.

4 - L'INDOCHINE DEPUIS LE 23 AOUT 1945.

Au même moment arrivaient en Indochine les troupes anglaises du Général Gracey, suivies quelques semaines après des troupes françaises du Général Leclerc. Dans leurs bagages, elles amenaient des "Commissaires de la République" chargés des questions politiques et qui venaient pour la première fois en Indochine. Ce fut là une erreur lourde de conséquences.

L'Extrême-Orient en général et l'Indochine en particulier sont des pays difficiles à connaître et à comprendre. On y parvient qu'après de longs séjours et après une étude attentive des gens et des choses. Il y faut toujours beaucoup de prudence, de modération, de finesse, de nuances dans l'action. Il faut aussi une grande expérience du pays. Il faut enfin éviter avec le plus grand soin de donner aux Jaunes le spectacle de divisions entre Blancs. Hélas, aucune de ces conditions ne fut remplie ! Dans quelle mesure les Commissaires de la République agirent-ils de leur propre mouvement ou exécutèrent-ils des instructions venues de France ? Nous ne pouvons le savoir. Mais nous sommes bien obligés de constater l'échec total de leur politique.

Non seulement ces hommes qui débarquaient en Indochine pour la première fois n'ont consulté personne parmi les Français qui avaient vécu ici toute leur vie et qui avaient occupé de hautes fonctions dans l'Administration, le clergé ou les affaires, mais encore les ont-ils écartés systématiquement. Seuls ont eu leur audience quelques "comitards" des Sections Socialistes aigris ou maîtres-chanteurs, méprisés de tous ici. En Cochinchine surtout, nous pouvons dire que le pouvoir est aux mains de la section locale du Parti Socialiste : son journal "Justice" est la feuille officielle du Gouvernement. Ses émissaires font la navette en avion entre Paris et Saïgon, nantis de missions par les camarades socialistes du Ministère des Colonies. Il en a été à peu près de même au Tonkin.

Et c'est ainsi que Ho Chi Minh et les communistes annamites sont devenus, avec l'appui des socialistes français de Hanoi, de Saïgon et de Paris, les maîtres véritables du pays, bien que le 25 septembre 1945, ils aient massacré à Saïgon, dans des conditions horribles, une centaine de Français, hommes, femmes et enfants, qui avaient vainement attiré l'attention du Commissaire de la République sur le danger qui les menaçait, dans ce quartier de

Tandinh situé à l'une des extrémités de l'étroit périmètre dans lequel étaient parqués nos compatriotes.

Dans toute l'Indochine, ils ont commis des milliers d'assassinats de Français et d'Annamites, depuis le grand lettré Pham Quynh, Président du Conseil des Ministres de l'Empire d'Annam, jusqu'à d'humbles domestiques restés fidèles à leurs patrons français. Or, si nous avions réussi à nous faire entendre, en septembre, du Commissaire de la République en Cochinchine, nous lui aurions montré qu'il suffisait d'arrêter et d'interner quelques centaines de meneurs bien connus de la Sûreté, pour intimider la lie qui les suivait, et pour rassurer les Annamites restés fidèles à la France, et qui souhaitaient la restauration de sa souveraineté. Nous aurions alors ramené à nous des millions d'hommes qui se sont éloignés de nous quand ils ont vu l'incohérence, la sottise, la faiblesse de notre politique. Là où il ne fallait qu'une simple opération de police, on a prétendu traiter avec des idéologues et des malfaiteurs et, quand on s'est vu débordés, on a commencé une véritable expédition militaire qu'il était facile d'éviter et qui a entraîné d'inexpiables cruautés.

En septembre 1945, rien était perdu encore. Il fallait réinstaller solennellement l'Amiral **DECOUX** au palais du Gouvernement Général, et donner l'ordre à tous les fonctionnaires français et annamites de rejoindre leurs postes dans les provinces, partout où c'était possible. Et cela était possible presque partout. Il fallait donner aux Indigènes le spectacle de l'union et de la continuité françaises et remettre "l'épuration" après le moment où la domination de la France serait rétablie sur tout le pays.

Nous, Français d'Indochine, nous comprenions fort bien que les circonstances imposaient un renouvellement du personnel et des méthodes de gouvernement. Et nous étions prêts à nous effacer, aussi bien dans l'Administration que dans les affaires. Encore aurait-il fallu procéder à tout cela dans l'honneur, la dignité et, pour tout dire, dans la fraternité française. Or, nous avons été traités en coupables par des gens à qui leur titre de Commissaire de la République avait probablement fait tourner la tête, et qui se croyaient tenus de jouer les conventionnels en mission.

L'Amiral **DECOUX** fut laissé jusqu'en octobre entre les mains des Japonais, puis embarqué pour la France dans un avion de transport de troupes, en habit de toile et sans aucun vêtement

chaud, alors qu'il devait arriver en France au début de l'hiver. Cet embarquement fut assuré par les Japonais en présence d'un seul officier anglais. Ses collaborateurs immédiats et les plus hauts fonctionnaires indochinois furent embarqués dans les mêmes conditions. A Saigon, le Commissaire de la République fit même emprisonner à la Maison Centrale, au régime du droit commun, de hautes personnalités de l'Administration et des affaires, unanimement respectées ici, coupables à ses yeux d'avoir "collaboré" avec les Japonais ! Et nous avons appris qu'à leur arrivée en France, l'Amiral **DECOUX** avait été emprisonné et ses collaborateurs internés ou placés sous la surveillance de la Police !

Tout cela les Annamites l'ont su comme nous : comment dès lors auraient-ils pu rester fidèles à une nation aussi divisée et aussi ingrate ? Et comment se seraient-ils ralliés à des chefs inconnus d'eux, alors qu'ils voyaient traiter ignominieusement ceux à qui ils avaient obéi depuis longtemps avec respect et loyauté ?

Les Commissaires de la République en ont commis bien d'autres, mais leur plus grande faute a été cette besogne de division entre les Français d'ici, à laquelle ils se sont livrés sous l'influence de passions partisans. En ne croyant atteindre que le prestige personnel de chefs qu'ils condamnaient à la légère sans les connaître, c'est le prestige de la France elle-même qu'ils ont atteint. Une aussi lourde erreur politique ne peut s'expliquer que par une ignorance absolue de l'Extrême-Orient et du monde Jaune.

Aussi, les conséquences ne se sont pas fait attendre. Ho Chi Minh et ses hommes ont largement profité de cette division entre nos compatriotes et aussi de l'influence des socialistes français locaux sur les Commissaires de la République. Ils ont profité également de l'incoordination de l'action civile et de l'action militaire française. Tandis, en effet, que les autorités civiles françaises multipliaient les palabres et les colloques dans lesquels, en raison de leur inexpérience du pays, elles n'avaient pas toujours le dessus sur les Annamites, les autorités militaires étaient bien obligées de faire face aux agressions répétées dont nos troupes étaient victimes. Elles poursuivaient un plan de reconquête du pays qui n'allait pas sans combat, avec de lourdes pertes du côté annamite. Si bien que les Annamites qui se seraient très volontiers ralliés à nous, hésitaient et attendaient devant cette politique incohérente faite de discours pacifiques et de coups de canon. Il faut dire aussi que

notre action militaire fut insuffisante : plusieurs mois après leur arrivée, nos troupes n'avaient pas réussi à dégager Saïgon où de nombreux attentats étaient commis en pleine rue contre des Français. Nos compatriotes restaient toujours confinés dans l'étroit périmètre où ils avaient été parqués par les Japonais. En Cochinchine, nous ne tenions que quelques chefs-lieux de province et l'on ne pouvait les atteindre ou circuler de l'un à l'autre qu'en colonne armée. En Annam, dans les trois villes de Nhatrang, Hué et Vinh, où la population européenne avait été concentrée par les Nippons, la situation était pire encore, à Nhatrang et à Ninh surtout.

Il en était de même à Hanoi où beaucoup de Français ont été assassinés. On avait d'ailleurs commis l'erreur irréparable d'admettre que l'Indochine du Nord, depuis la frontière sino-tonkinoise jusqu'à Tourane (1), serait occupée par des hordes de pillards qu'on appelle "l'armée chinoise". Elles n'ont pas encore quitté le pays où elles rançonnent et terrorisent les Indigènes qui ne comprennent pas que nous ayons ramené sur eux un fléau dont nous les avons délivrés, il y a soixante ans, quand nous rejetâmes en Chine les bandes des "Pavillons Noirs" (2). Bref, nous n'avons pas su inspirer confiance aux Annamites devant qui nous avons étalé nos divisions, et que nous avons éloignés de nous par une politique à la fois faible et brutale, faisant ainsi le jeu des révolutionnaires anti-français.

Politique à la fois faible et brutale en Cochinchine où le Commissaire de la République recevait avec de grands égards les pires éléments révolutionnaires introduits auprès de lui par ses "camarades" et conseillers de la section socialiste française, tandis que les blindés du Général Leclerc infligeaient aux troupes du Vietnam (3) de sanglants échecs, sans que cependant nos troupes pussent pacifier le pays, ni même dégager Saïgon, encore bien moins reprendre la zone des plantations de caoutchouc. Politique faible seulement au Tonkin où le Commissaire de la République se trouvait sans aucune force française devant l'armée chinoise d'occupation de la zone Nord de l'Indochine. Aussi, est-ce là que Ho Chi Minh, vieux renard révolutionnaire, établit son gouvernement communiste sous le drapeau rouge de la Troisième Internationale, frappé de l'étoile jaune d'Annam. Et c'est là que, sous la protection chinoise, il entama les négociations qui devaient aboutir à la re-

connaissance de la République du Vietnam, reconnaissance qui consacre la fin de notre domination et de notre influence sur le Tonkin et sur l'Annam, et qui a été consentie par des hommes qui ignorent tout de ces deux pays où ils n'ont jamais vécu. Nous avons ainsi abandonné entre les mains de quelques révolutionnaires des millions de paysans qui ne demandaient qu'à nous rester fidèles, car ils sont eux sans illusion sur leurs nouveaux maîtres. Et c'est une amère dérision que de prétendre avoir consenti cet abandon au nom de la démocratie : c'est l'immense foule des humbles du pays d'Annam qui paiera cette sottise ou ce mensonge. On a tenté de sauver au moins la Cochinchine, et on y a constitué un gouvernement local indépendant de Ho Chi Minh sous la présidence du docteur Nguyen Van Thinh. Déjà deux des membres de ce gouvernement ont été assassinés par les sicaires (4) du Vietnam, comme traîtres à la patrie annamite, et l'activité des groupes armés du Vietnam est plus audacieuse que jamais : attaques de divers points de la banlieue immédiate de Saigon, attentat contre la pyrotechnie de Saigon, surprise et massacres de convois anglais et français sur les routes, assassinats de notables partisans du gouvernement local, etc.

Pendant ce temps, à la date où nous écrivons ces lignes, Ho Chi Minh et la délégation vietnamienne, pilotés par les camarades socialistes du Ministère des Colonies, sont à Paris et négocient avec le Gouvernement français. Nous qui savons quelle est la vraie situation en Indochine, nous sommes effarés par la lecture des journaux qui nous arrivent de France, tant ils sont remplis d'erreurs et de mensonges. Et nous nous demandons : qui trompe notre peuple ? Est-ce le Gouvernement de Paris ? Ou bien, est-il lui-même trompé par les Autorités d'Indochine ?

Et nous sommes bien obligés de mettre en cause l'Amiral Thierry d'Argenlieu, Carme déchaussé et Haut Commissaire de la République à Saigon, qui, inspiré par des personnages dont il aurait dû, plus que tout autre, se méfier, a rompu le fil de la continuité française en Asie et a commis de très graves erreurs. Il vit dans un superbe isolement. Aucun de nous qui avons trente ans de séjour dans ce pays qu'il ignore totalement, n'a pu lui parler, fut-ce un instant. Il n'a pas su arrêter les erreurs et les fautes des Commissaires de la République et les militaires placés sous ses ordres. Il n'a pas su leur imposer une politique d'union entre les

Français. Il n'a pas su coordonner l'action des forces dont il disposait. Il s'est laissé duper par Ho Chi Minh. Il a totalement échoué. Ce n'est d'ailleurs pas surprenant : il est arrivé en Indochine pour la première fois, il y a six mois.

C'est le Gouvernement français d'abord qui porte le poids de l'erreur qu'a été sa désignation. Nous n'écrivons pas pour polémiquer : nous voudrions seulement éclairer l'opinion publique française.

(1) Ville de Danang actuelle

(2) Un peu d'histoire : L'Amiral Amédée Courbet né le 26.06.1827 à Abbeville, après avoir été Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 1882, il arrive au Tonkin comme Commandant en chef de la Division Navale et enlève Sontay aux Pavillons Noirs. Devenu Commandant de l'Escadre d'Extrême-Orient, il anéantit la flotte chinoise en août 1884 sur le fleuve Bleu et remporte l'avant-dernière bataille navale française en février 1885 à Shipu. Il meurt d'épuisement le 11 juin 1885, à 58 ans. La dernière bataille navale remportée par la France est celle de Ko-Chang, le 17 janvier 1941, contre les Siamois (Thaïlande actuelle), quand l'Amiral DECOUX était Gouverneur Général de l'Indochine. Ces points d'histoire de France sont peu connus.

(3) Troupes de Ho Chi Minh

(4) Tueurs à gages.

5 - NOUS DEMANDONS UNE COMMISSION D'ENQUETE.

Nous ne pouvons plus, en effet, accepter d'être traités en coupables et en responsables de la perte de cette Indochine à laquelle nous avons donné toute notre vie. Une "erreur infâme" commence à nous parvenir ici : c'est celle d'après laquelle nous serions, nous Français d'Indochine, la cause de la perte de ce pays pour la France, et cela parce que par notre manque d'intelligence et de générosité, nous aurions dressé contre nous les Indigènes de ce pays ! Déjà, nous sommes accusés d'avoir été des lâches, voire des traîtres. Et bien, en voilà assez !

Nous nous sommes tus depuis six mois par souci de correction et d'union. Et nous comprenons maintenant que nous avons eu tort de laisser se développer le mensonge et la calomnie sans crier notre douleur et notre indignation. Nous sommes maintenant contraints d'écrire que cette rumeur infâme qui nous revient de France est née ici et qu'elle a été lancée par les hommes dont l'ignorance et la présomption ont gravement compromis, sinon perdu, l'oeuvre de la Patrie en ce pays. Ils sont arrivés ici en ma-

tamores pleins de suffisance et de morgue, ignorant tout des contraintes inéluctables que le climat impose à tous, méconnaissant totalement les réalités sociales millénaires, méprisant l'expérience durement acquise par leurs compatriotes coloniaux, se donnant des allures de conquérants et de justiciers, n'ayant à la bouche que des paroles de haine et de vengeance, accumulant chaque jour plus d'erreurs et plus de fautes. Et quand, après quelques semaines, leur est apparue l'immense difficulté de la tâche qu'ils avaient si légèrement assumée, quand chaque jour leur a apporté un nouvel échec politique ou militaire, quand ils ont senti glisser entre leurs mains inexpérimentées cette Indochine française dont l'édification patiente avait demandé tant de peine et tant de sacrifices, ils n'ont pas trouvé d'autre excuse que d'accuser les bâtisseurs de l'oeuvre dont ils avaient sapé les fondements. Et ils se sont associés, croyant ainsi se blanchir, aux calomnieux, aux insulteurs de tous nos aînés qui sont morts et dorment dans cette terre d'Indochine : fonctionnaires, colons, missionnaires qui ont offert pour ce pays de longues années de désintéressement et de labeur. Ils se sont associés aux détracteurs de l'oeuvre accomplie au prix de milliers et de milliers de tombes françaises. Cette oeuvre est inscrite sur le sol même de l'Indochine : routes, voies ferrées, digues, canaux, hôpitaux, écoles... Cette magnifique réussite remplissait d'admiration des hommes comme Lord Northcliffe ou les fils du Président Roosevelt : et qu'on ne dise pas que dans cette affaire, nous sommes juges et parties, nous Français d'Indochine ! Nous sommes avant tout des témoins, assurés de la vérité de notre témoignage. Pourquoi ne serions-nous pas crus, nous qui avons passé ici toute notre vie, nous dont beaucoup sont liés aux Annamites par les liens du sang, nous qui savons de quoi nous parlons et dont personne n'a le droit de suspecter la bonne foi ?

- Nous affirmons que les Français de ce pays n'ont pas démérité de la Patrie, ni avant 1940, ni depuis 1940.

- Nous affirmons que la politique suivie en Indochine de 1940 à 1945 était la seule qui devait et pouvait être pratiquée.

- Nous affirmons que si elle avait été comprise en France, elle pouvait sauver la souveraineté française sur ce pays.

- Nous affirmons qu'elle aurait été comprise et approuvée par le Gouvernement français s'il était entré en contact avec les Autorités françaises en Indochine au lieu de s'en remettre aveuglément

à des éléments irresponsables dont l'insuffisance et l'imprudence ont attiré sur nous le désastre du 9 mars 1945.

- Nous affirmons qu'au 23 août 1945, rien était encore perdu et qu'une politique intelligente, prudente, généreuse, pouvait rétablir en quelques jours la domination française sur l'Indochine.

- Nous affirmons que ce sont l'ignorance et la présomption des chefs civils et militaires envoyés de la Métropole qui ont tout compromis et qui ont amené la situation critique dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Puisque nous sommes accusés, nous accusons à notre tour. Et nous demandons qu'on nous mette à même de nous défendre et de confondre nos calomniateurs. Pour cela, nous demandons l'institution d'une Commission d'enquête dont les membres, choisis en dehors des partis politiques, seront désignés pour leur compétence éprouvée et notoire dans les questions d'Extrême-Orient. Et qu'il soit entendu qu'on ne pourra être entendu par cette Commission que si l'on a au moins vingt ans de services en Indochine, dans l'Administration, dans les affaires, dans les missions religieuses. Qu'il soit entendu également que nous désirons être confrontés avec ceux qui prétendent audacieusement faire retomber sur nos morts, sur nos anciens et sur nous-mêmes, le poids des erreurs et des fautes qui ne sont imputables qu'à leur incompetence et à leur présomption.

Nous aurions encore beaucoup à dire. Nous vivons ici, depuis notre libération, sous un régime dictatorial dans lequel il n'y a plus aucune garantie ni pour les personnes, ni pour les biens. Depuis dix mois, il ne nous a pas été possible de nous faire entendre par ceux qui représentent ici notre pays. On s'est bien gardé de nous donner des députés à la première et à la seconde Constituantes (1), alors que nous sommes ici trente mille Français et Françaises. Cependant des collèges de quelques douzaines d'électeurs en Afrique Noire et dans les colonies du Pacifique, ont des représentants au Parlement. Il est évident qu'on a craint que nous fassions entendre à la tribune de la Chambre, notre tristesse et notre dégoût. C'est pourquoi nous sommes contraints de faire appel à l'opinion publique française. Les Anglais ont l'habitude d'envoyer dans leurs colonies des Commissions d'enquêtes. De même, nous demandons l'envoi en Indochine d'une Commission

d'enquête placée au-dessus des contingences politiciennes et partisans, et chargée de dire qui a compromis l'oeuvre française en ce pays : ou bien ceux qui y sont les maîtres absolus depuis dix mois et qui nous ont conduits au bord de la ruine, ou bien les vivants et les morts qui ont passé toute leur vie sur cette terre devenue leur seconde patrie. Et nous attendons le verdict de juges impartiaux qui entendront aussi les Annamites, avec une sérénité que ne partageront certainement pas nos calomniateurs.

(1) Assemblée Nationale

Voici un compte-rendu précis de la période d'internement de l'Amiral DECOUX au camp de Loc-Ninh, à 120 kilomètres de Saïgon. Ce document historique a été rédigé par un "groupe de Français" et conservé aux Archives Nationales de la Marine à Vincennes. Il est reproduit ici tel quel.

6 - LA CESSATION DES HOSTILITES EN ASIE (15 AOÛT 1945) VUE DU CAMP D' INTERNEMENT DE LOC - NINH

Dans la nuit du 7 au 8 mai 1945 (c'est la date de capitulation de l'armée allemande : il est évident que les Japonais, considérant leur défaite comme inévitable, préparaient dès lors la révolution qu'ils ont allumée en Indochine avant de capituler, et qu'ils voyaient bien à quel point la présence de l'Amiral **DECOUX** à Saïgon les aurait gênés dans l'exécution de leurs desseins), l'Etat-Major japonais fit transporter l'Amiral **DECOUX** et son entourage, jusque là internés au Palais du Gouvernement Général à Saïgon. Un camp d'internement sommaire avait été établi à cet effet dans des villas de la Société des Caoutchoucs de l'Indochine, plantation de Loc-Ninh à 120 kilomètres de Saïgon. Cet emplacement avait été choisi pour les commodités de surveillance qu'il offrait, à proximité d'une forte garnison nipponne.

Entre le 8 mai, lendemain de la capitulation allemande, et le 15 août, date de la cessation des hostilités en Asie, l'Amiral **DECOUX** et ses collaborateurs, étroitement surveillés par un

détachement japonais, restèrent complètement coupés de toutes relations avec l'extérieur, sans nouvelles de ce qui se passait, non seulement dans le monde, mais même à Saïgon, si l'on excepte celles que leur donnaient parcimonieusement les officiers de liaison japonais, en venant de temps à autre inspecter le camp sous divers prétextes.

Un colon français, M. Lalanne, directeur de la plantation, et deux de ses assistants, habitaient à quelque distance, seuls Français de toute la Cochinchine maintenus dans l'intérieur du pays par les Japonais après le coup de force du 9 mars. Constamment épiés, il leur était absolument interdit de communiquer avec les internés. Malgré cela, ces colons furent assez habiles pour leur faire passer quelques informations. Après la cessation des hostilités, la surveillance japonaise se desserrant, ils rendirent de précieux services à l'Amiral **DECOUX** en transmettant ses messages à Saïgon, et en lui rapportant des nouvelles de cette ville.

Ajoutons, pour être complet, que l'Etat-Major japonais avait laissé à l'Amiral **DECOUX** un poste récepteur de radiophonie, mais après avoir pris soin de la faire bloquer sur Radio-Saïgon, devenue depuis le 9 mars poste officiel japonais. Ce traitement avait eu pour résultat de rendre cet appareil pratiquement muet, même sur la longueur d'onde de Saïgon. Cependant, grâce aux efforts de l'un des internés ayant quelque compétence, il permit dans les derniers temps de prendre par bribes des informations extérieures dont la connaissance contribua à provoquer, de la part de l'Amiral **DECOUX**, les démarches et interventions exposées ci-après.

Rigoureusement isolés, et vivant dans des conditions morales et matérielles très pénibles, les internés, l'Amiral **DECOUX** en tête, subirent leur sort avec patience, assurés qu'ils étaient de voir finir leurs épreuves lors de la victoire des Alliés, bien que la détermination de lutter jusqu'au dernier homme, sans cesse proclamée par la propagande japonaise, permit de craindre une durée des hostilités plus longue que celle qui s'est écoulée en fait entre la date de la capitulation allemande et celle de la capitulation japonaise. On ne pouvait prévoir la bombe atomique.

Toutefois, dès le 17 juin, cinq semaines après son transfert à Loc-Ninh, l'Amiral **DECOUX** ayant appris qu'un bombardement sévère de l'aviation américaine venait d'endeuiller Saigon, écrivait au Général Commandant en Chef des troupes nipponnes en Indochine, pour réclamer d'être ramené dans cette ville parmi ses compatriotes.

" Leur sort, disait-il dans cette lettre, m'inquiète d'autant plus que, de part la décision des Autorités japonaises, ils ne peuvent pas comme les Indochinois, se disperser dans le pays, et que même les femmes, les enfants, les vieillards, se trouvent contraints de subir les bombardements, à l'intérieur de certaines zones limitées qui apparaissent, à l'expérience, comme des plus dangereuses. Tant que cette situation subsistera, j'estime, en tout cas, que je dois partager les dangers que courent actuellement mes compatriotes...Je vous demande donc, de façon très instante, à être de nouveau interné à Saigon, avec toutes les personnes qui m'entourent, dans la zone imposée aux Français " .

Cette démarche étant restée sans effet, l'Amiral **DECOUX** la renouvelait avec la plus vive insistance, mais sans plus de succès, le 14 août.

Il faut dire que le Commandement nippon avait alors des sujets de préoccupation de plus en plus absorbants. Les internés de Loc-Ninh, malgré leur isolement, n'allaient pas tarder à en prendre eux-mêmes connaissance. Ils allaient aussi voir, dans toute leur étendue, les graves conséquences que l'évolution de la situation intérieure en Indochine allait comporter pour la souveraineté et les intérêts français.

La cessation des hostilités livrait en effet l'Indochine à une intense anarchie préparée et voulue par l'Etat-Major japonais. Les symptômes de ces désordres affluaient en masse, même dans cette "brousse" de Loc-Ninh, et les nouvelles les plus tristes parvenaient de Saigon, de plus en plus fréquemment.

Elles alarmaient justement l'Amiral **DECOUX** et son entourage sur les dangers courus par les Français d'Indochine, livrés sans défense aux exactions et aux violences de la lie de la population indigène, où les instincts de pillage et de xénophobie avaient été déchaînés.

C'est en considération de cette situation que l'Amiral **DECOUX**, dès qu'il fut officiellement avisé de préliminaires d'armistice en Asie, déploya tous ses efforts pour rejoindre Saigon. Il

voulait essayer de regrouper autour de lui les énergies françaises et toutes les bonnes volontés, en attendant l'arrivée des nouveaux représentants de la France. Si ces efforts furent vains, du moins n'a-t-il pas dépendu de lui que ne se reproduisit pas, pendant cette période si périlleuse, cette solution de continuité dans le commandement, qui a été si propice aux menées des agitateurs japonais et aux agissements des révolutionnaires anti-français.

C'est le jeudi 9 août, par une indiscretion sans doute voulue d'un officier de liaison japonais que, pour la première fois, les internés de Loc-Ninh entendent parler de la bombe atomique, et des effets extraordinaires de cette arme secrète.

La radio japonaise leur en confirmait l'existence dans un communiqué entendu le 13 août, donnant le texte d'une protestation japonaise à la Croix-Rouge de Genève.

Le 11 août, les internés apprenaient la déclaration de guerre de l'U.R.S.S. au Japon, qui remontait en réalité au 8 du même mois.

Le 16 août était annoncée la démission du Cabinet Suzuki.

Le même jour, tard dans la soirée, un officier japonais arrivait de Saïgon, et annonçait des "préliminaires d'armistice" sans autre précision. Il laissait entendre cependant que le séjour de l'Amiral **DECOUX** à Loc-Ninh ne pouvait guère se prolonger dans ces conditions.

Le 21 août seulement, les internés de Loc-Ninh apprennent par la radio japonaise la proclamation du MIKADO en date du 14 août, annonçant à son peuple la capitulation de l'Empire, et que celle-ci avait été suivie, le 15 août, d'une suspension d'armes, tandis qu'à partir du 17 août, avait commencé à fonctionner, à Manille, une Commission d'Armistice interalliée.

Malgré ce retard, l'Amiral **DECOUX** et ses collaborateurs, conscients de la gravité des jours qui allaient suivre, n'étaient pas restés inactifs.

Sans attendre que la nouvelle de l'armistice fut rendue officielle, l'Amiral **DECOUX** mettait à profit la visite de l'officier de liaison japonais le 16 août. Il réunissait dans la matinée du lendemain, les officiers généraux et les hauts fonctionnaires prisonniers avec lui (1) pour mettre au point une communication urgente au Commandement japonais, en vue de faire sauvegarder les intérêts français essentiels en Indochine, dans l'attente des décisions de Paris.

Le memorandum rédigé à cette occasion mérite d'être cité in extenso, en raison de l'importance des mesures conservatoires qu'il invitait le Commandement japonais à prendre d'urgence, jusqu'à ce que pût intervenir une passation régulière de pouvoirs à l'Autorité française ou à une Commission d'armistice. Suivant une des informations données par l'officier de liaison japonais, le Gouvernement français avait, en effet, demandé l'envoi d'une commission française d'armistice à Saigon. Il avait ajouté avec une satisfaction visible qu'il y avait "opposition du Gouvernement des Etats-Unis".

Voici le texte du memorandum du 17 août (rédigé par l'Amiral **DECOUX**) adressé au Général Tsushihashi, Commandant en chef des troupes nipponnes en Indochine :

"En vous remerciant d'avoir bien voulu me faire aviser des préliminaires d'armistice, j'ai l'honneur de vous indiquer ci-après les premières dispositions que j'estime indispensables de demander à l'Autorité militaire japonaise de prendre, en attendant les instructions du Gouvernement français :

1 - Mise à ma disposition de moyens radiotélégraphiques pour me permettre de communiquer librement avec la France,

2 - Libération de tous les Français, Européens ou assimilés, arrêtés depuis le 9 mars 1945, par les autorités japonaises, pour des raisons de guerre,

3 - Ne procéder désormais à aucune arrestation des personnes ci-dessus désignées, sauf en cas de force majeure, c'est-à-dire si l'attitude d'une des personnes ci-dessus désignées présentait un réel danger pour l'ordre public. Dans ce cas, l'Autorité française en serait immédiatement avisée.

4 - L'Autorité nipponne conservera l'entière responsabilité du maintien de l'ordre public dans toute l'Indochine et en particulier, de la protection des personnes françaises et étrangères (Alliés ou neutres) ainsi que des biens publics et privés. Cette responsabilité s'exercera à tous les échelons de l'Autorité militaire japonaise jusqu'à ce que celle-ci ait pu passer ses pouvoirs à l'Autorité française qualifiée.

5 - Aucune arme ne sera mise en circulation dans toute l'Indochine. Toutes les armes qui pourraient actuellement se trouver en circulation dans la population indochinoise, en dehors de celles qui sont

nécessaires au maintien de l'ordre par les forces de police régulières, seront retirées par les soins de l'Autorité militaire japonaise.

6 - L'Autorité militaire japonaise réunira immédiatement les drapeaux, étendards, fanions, armes, bâtiments et navires, vivres, effets d'habillement et matériels de toute sorte que détenaient antérieurement au 9 mars 1945, l'Armée et la Marine ainsi que les Corps de Police français en Indochine, afin d'être prête à les rendre sans délai à leurs premiers détenteurs.

7 - En attendant les instructions du Gouvernement français, aucune nouvelle troupe japonaise, ou appartenant à une armée alliée du Japon, ne pourra pénétrer sur le territoire de l'Indochine. Aucun transfert de personnes civiles ou militaires ou de matériel de toute nature, ne pourra avoir lieu à travers les frontières de l'Indochine sans l'agrément de l'Autorité française.

8 - L'Autorité militaire japonaise prendra toutes mesures conservatoires pour sauvegarder la monnaie indochinoise, ainsi que tous les fonds privés et publics. M. Gannay reprendra ses fonctions antérieures à la Banque de l'Indochine.

9 - Je vous confirme que jusqu'à réception d'instructions du Gouvernement français, ou jusqu'à l'arrivée de ses mandataires, je suis seul qualifié pour traiter toutes les questions pouvant se poser avec les Autorités japonaises.

Les mesures ci-dessus énumérées étant d'ordre strictement conservatoire, je ne mets pas en doute que l'Autorité militaire nipponne n'accepte de les mettre à exécution ".

En même temps, l'Amiral **DECOUX**, soucieux d'informer le Gouvernement français de la situation, et de lui soumettre ses initiatives, faisait adresser au Chef du Gouvernement, par l'entremise de l'Etat-Major japonais et du Consul de Suisse à Saïgon, le message suivant :

" Interné dans l'intérieur depuis trois mois, j'ai appris le 16 août pour parler d'armistice. Dans l'attente de vos instructions et désireux de mettre tout en oeuvre pour assurer la protection des personnes et la sauvegarde des intérêts français, je suis intervenu auprès des autorités japonaises pour mise en vigueur immédiate des mesures urgentes appropriées. Il s'agit de mesures purement conservatoires ne préjugant en rien de vos décisions ou de l'intervention d'une Commission d'armistice " .

Ces deux documents furent remis au Capitaine japonais Konichi avant son départ, au début de l'après-midi du 18 août. Cet officier était chargé aussi d'une deuxième lettre à destination du Général Tsushihashi, lui demandant en termes pressants, de "*prendre toutes dispositions nécessaires pour que l'Amiral DECOUX put rejoindre Saigon dans le plus bref délai, le Gouverneur Général estimant, en raison de la situation nouvelle, que sa place n'était plus à Loc-Ninh*".

(1) Il s'agit de :

M. Hoeffel, Gouverneur de la Cochinchine,
Général Delsuc, Commandant la Division de Cochinchine-Cambodge,
Amiral Bérenger, Commandant la Marine en Indochine,
M. de Boisanger, Conseiller diplomatique,
M. Berjoan, Résident Supérieur au Cambodge (et ex Maire de Dalat),
M. Arnoux, Intendant de Police,
M. Torel, Directeur des affaires politiques
M. Aurillac, Directeur du Cabinet de l'Amiral DECOUX.

On le voit bien à l'examen des documents précités, il s'agissait dans l'esprit de l'Amiral **DECOUX** et de ses collaborateurs, de mettre tout en oeuvre pour prévenir les désordres et de préparer le retour d'une autorité française régulière aussi rapidement que possible.

Les prévisions de l'Amiral **DECOUX** étaient de faire connaître officiellement à tous, son intention bien arrêtée de sauvegarder l'ordre public et les intérêts français essentiels pendant la période de transition qui allait s'ouvrir.

Certains paragraphes du memorandum du 17 août présentant d'ailleurs cette particularité notable que les dispositions qu'ils prévoient sont exactement celles que devaient prendre les Alliés par la suite pour le maintien de l'ordre en Indochine. Nous faisons allusion notamment au paragraphe 4 chargeant l'Autorité militaire japonaise du maintien général de l'ordre public jusqu'à l'arrivée des troupes alliées.

L'existence des internés dans les semaines suivantes ne fut qu'une succession ininterrompue d'efforts pour essayer de faire réaliser tout ou partie de ces desseins, et une succession ininterrompue d'échecs, tant auprès de l'Etat-Major japonais qu'auprès du Représentant de la France, à partir du 31 août, date de la visite du Colonel Cédille au Gouverneur Général **Jean DECOUX** à Loc-Ninh.

Le premier se retranchait derrière l'absence d'instructions de la Commission interalliée d'armistice. Le second invoquait d'une part l'attente de décisions du Gouvernement, et d'autre part, les réactions violentes que, selon lui, ne pouvait manquer de provoquer le retour de l'Amiral **DECOUX** à Saïgon.

Ces violences, en réalité, se produisirent en l'absence de l'Amiral **DECOUX**. Elles ensanglantèrent notamment les journées du 2 et du 23 septembre, au cours desquelles presque toute la ville française de Saïgon fut saccagée par les émeutiers. Dans les villes du centre et du nord de l'Indochine, les Français ont été, dès lors et longtemps après, quotidiennement inquiétés et molestés.

Et puisqu'il est avéré que la mise à l'écart volontaire du Gouverneur Général **Jean DECOUX** qui avait dirigé pendant plus de quatre années l'Indochine française, n'épargna pas à nos compatriotes les horreurs du pillage et du meurtre. On ne peut que regretter qu'une tentative sincère n'ait pas été faite, tendant à regrouper momentanément tous les éléments d'autorité et d'ordre, sous le commandement d'un chef connu de tous, et dont le retour eut été, du moins aux yeux des masses, synonyme d'union entre les Français.

Au lieu de cela, on réalisa cette gageure de maintenir le Gouverneur Général de l'Indochine **Jean DECOUX** prisonnier des Japonais vaincus, durant près de deux mois après la cessation des hostilités (du 15 août au 1^{er} octobre).

Cependant, ces vaincus, tout en exécutant en apparence les clauses de l'armistice, leur relève par les troupes alliées ne s'opérant que très lentement, s'en donnaient à coeur joie de semer le trouble et l'anarchie en Indochine. En dépit de leur défaite totale, ils tenaient ainsi, sous la forme la plus révolutionnaire, et ainsi la plus dangereuse pour notre influence, la fallacieuse promesse d'indépendance qu'ils avaient faite depuis le 9 mars, à ce pays de la "Grande Asie Orientale".

Aux gouvernements fantoches constitués par les Japonais dans les pays de l'Union Indochinoise après le 9 mars, succédèrent soudain, dès la cessation des hostilités, les formations purement révolutionnaires dont le parti Viet-Minh jusque là tenu en réserve à cet effet par les maîtres de l'heure, prit les rênes. Il ne s'agissait alors que d'une faible minorité, mais prêtes à toutes les hardiesses.

Il était évident que ces anti-français fondaient les plus grands espoirs sur l'absence totale d'autorité française et sur l'intervention chinoise, pour tirer le maximum de profit de la situation. Jouant sur tous les tableaux, ils exploitaient à fond, en attendant, l'aide bénévole des Japonais. Ceux-ci encadraient et armaient fiévreusement les groupes de commandos annamites (les internés de Loc-Ninh voyaient chaque jour manœuvrer sous leurs fenêtres des cohortes de coolies annamites armés et encadrés par des sous-officiers nippons : 4 000 hommes défilèrent le 27 août devant le directeur de la plantation M. Lalanne et ses assistants). Renforcés par les bagnards libérés en bloc par les Japonais, les extrémistes annamites s'emparaient en hâte de toutes les positions. On sait que cette situation a duré en Cochinchine jusqu'à ce que les opérations du Général Leclerc aient pu produire leurs résultats.

*Un second message (7) apporte la suite et la fin de ce long témoignage. Il s'agit du retour en France de l'Amiral **DECOUX** qui quittera ce camp de Loc-Ninh et définitivement l'Indochine qu'il a tant aimée, le 1^{er} octobre 1945, plus de 6 mois après le coup de force du 9 mars.*

7 - LES DERNIERS JOURS EN INDOCHINE.

Suite et fin du long témoignage d'un "groupe de Français" conservé aux Archives Nationales de la Marine et reproduit ici tel quel.

*Comment l'Amiral **DECOUX**, interné par les Japonais au camp de Loc-Ninh à 120 kilomètres de Saigon, a-t-il vécu ses dernières semaines et derniers jours en Indochine, cette Indochine qu'il a dirigée de 1940 à mars 1945, qu'il ne reverra plus ?*

Le 31 août 1945, un grand événement se produisit à Loc-Ninh, générateur de beaucoup d'espoirs, bientôt déçus. Ce fut la visite inopinée du Colonel Cédille et du Capitaine de frégate de Riencourt, qui au péril de leurs vies s'étaient fait parachuter au Cambodge un peu avant la cessation des hostilités. Ils vinrent saluer l'Amiral **DECOUX** dès qu'ils eurent obtenu des Japonais l'autorisation de circuler dans le pays.

A la joie de voir deux compatriotes venus de France, succéda pour les internés la tristesse d'apprendre que ce n'étaient pas les

troupes françaises, pour le moment du moins, qui revenaient occuper l'Indochine, mais des forces anglaises pour le Sud, et... chinoises pour le Nord.

Malgré les explications données par les deux visiteurs, il faut reconnaître qu'il était bien difficile pour des Français d'Indochine de placer de prime abord cette concession considérable à nos alliés chinois dans le cadre des nécessités de la politique générale française (la réaction de l'Amiral **DECOUX**, alors alité avec un fort accès de fièvre, fut assez vive en apprenant cette nouvelle).

MM. Cédille et de Riencourt restèrent plusieurs heures à Loc-Ninh partageant le frugal déjeuner des internés, et leur donnant complaisamment toutes les nouvelles de France qu'ils désiraient. Ils furent par contre assez sobres de renseignements sur le but et la portée de leur mission, n'étant même pas certains qu'elle fut maintenue du fait des nouvelles conventions internationales survenues depuis leur départ de France. Ils ne pouvaient même confirmer de façon certaine la nomination de l'Amiral Thierry d'Argenlieu (1).

L'Amiral **DECOUX** ne manqua pas d'exprimer à nos deux compatriotes son désir de rejoindre Saïgon, et les informa des messages qu'il avait déjà envoyés dans ce sens à l'Etat-Major japonais. Mais il n'obtint d'eux que des réponses imprécises, les deux visiteurs se retranchant derrière l'incertitude de leur propre position et l'absence d'ordres du Gouvernement provisoire.

(1) Nommé par le Général de Gaulle le 15 août, Haut-Commissaire de France en Indochine.

Les deux lettres du 17 août avaient été suivies d'autres interventions de l'Amiral **DECOUX** auprès de l'Etat-Major nippon, ayant pour but de mettre l'armée japonaise en face de ses responsabilités. Ce sont les suivantes :

1 - Le 21 août, lettre protestant contre les déclarations par presse et par radio injurieuses pour la France, qui se multipliaient en Indochine, de nature à provoquer des désordres.

2 - Le 23 août, lettre protestant contre les interventions japonaises dans le statut intérieur de l'Indochine qui, s'étant particulièrement développées pendant la période des négociations d'armistice, sont, disait l'Amiral **DECOUX**, à l'origine de la situation troublée actuelle.

3 - A la même date, lettre protestant contre la libération massive et sans discrimination des "prisonniers politiques", nouveau facteur de désordre dans le pays.

4 - Le 24 août, lettre demandant qu'à défaut de pouvoir se rendre lui-même à Saigon, l'Amiral **DECOUX** puisse y envoyer trois de ses collaborateurs civils.

5 - Le 26 août, lettre résumant tous les messages antérieurs, et continuant en ces termes :

"Devant toutes ces demandes, l'armée japonaise est restée silencieuse, avec un désir évident d'éviter toute réponse et de paraître les ignorer.

*L'Amiral **DECOUX** se trouve toujours à Loc-Ninh avec son entourage dans une situation d'internement identique à celle du temps de guerre. Connaissant d'autre part la mise à profit par l'Autorité japonaise de la période de négociations d'armistice pour aggraver l'état de trouble du pays, l'Amiral **DECOUX** proteste contre l'attitude et les agissements de ces autorités, nettement dirigés contre les droits de la France".*

L'Amiral **DECOUX** prenait donc nettement position. Bien que toujours prisonnier des Japonais, il n'hésitait pas à dénoncer de façon précise leurs agissements préjudiciables aux intérêts de la France, et contraires aux engagements moraux pris par le Japon envers les Alliés, en capitulant sans conditions.

La seule réponse obtenue à ces diverses lettres fut un message du Colonel Amano, de l'Etat-Major nippon, en date du 31 août, dont la traduction peut se résumer comme suit :

*"Bien que la guerre soit terminée, le transfert à Saigon de l'Amiral **DECOUX** et de son entourage, ne peut avoir lieu pour le moment. Toutes les lettres de l'Amiral **DECOUX** ont été transmises au Général commandant en chef japonais. Le Colonel Cédille et le Commandant de Riencourt ont mis l'Amiral **DECOUX** au courant de la situation nouvelle en Indochine. C'est ce changement de situation qui est la cause du maintien de l'Amiral et de sa suite à Loc-Ninh. Le 2 septembre, les forces anglaises arriveront. Il y aura alors sans aucun doute une décision prise en ce qui concerne l'Amiral **DECOUX** et son entourage".*

A partir du 1^{er} septembre, un représentant du Gouvernement français, accrédité auprès des armées britannique et japonaise,

étant installé à Saïgon, en la présence du Colonel Cédille, ce fut à lui que l'Amiral **DECOUX** s'adressa.

Le départ de l'Amiral pour la France devait avoir lieu le 1^{er} octobre. Durant ce mois de septembre, plusieurs lettres et messages téléphoniques furent envoyés à Saïgon. L'Amiral **DECOUX**, dans les premiers temps, ne se faisait plus d'illusions sur le sort réservé à ses demandes. Il se heurtait à une volonté délibérée, bien qu'inexprimée, d'écartier complètement des affaires indochinoises sa personne et ses avis. Il crut devoir pourtant insister au moins sur l'effet déplorable que ne pouvait manquer de se produire à l'égard de la population indochinoise, la prolongation, bien après la cessation des hostilités, de sa captivité sous la menace des baïonnettes japonaises, alors que tous les Français de Saïgon avaient été libérés.

Pendant ce temps, l'Indochine française était progressivement occupée par des troupes étrangères, et le Haut Commissaire de France en Indochine, l'Amiral Thierry d'Argenlieu, pour pouvoir faire des déclarations aux populations indochinoises, devait se placer en territoire français éloigné (à Chandernagor, comptoir français en Inde), en attendant l'arrivée d'effectifs français en Indochine.

A considérer cette situation sans aucun parti pris politique, mais sous le seul angle des intérêts français en Asie, on ne peut pas ne pas admettre qu'il eût été opportun de confier dès l'armistice à l'Amiral **DECOUX**, ne fut-ce qu'à titre essentiellement temporaire, la charge de remettre en place les éléments essentiels, français et indochinois, d'ordre et d'autorité pour assurer le succès de la mission du nouveau Haut Commissaire désigné par le Gouvernement.

L'Amiral **DECOUX** seul pouvait le faire, et sans perdre de temps, parce qu'il était sur place, parce qu'il avait acquis pendant 4 ans et demi une expérience approfondie du pays, et surtout parce que la reprise immédiate de l'autorité française sous son nom était la seule mesure qui fut vraiment de nature à montrer aux Indochinois que la France poursuivait sa mission sans interruption.

Ce n'est certes pas avec l'arrière-pensée de prolonger un séjour en Indochine, déjà trop long à son gré, que l'Amiral **DECOUX** insista de cette façon. Il voulait, au contraire, rentrer en France

dans le plus bref délai comme il le marqua nettement, dès le début, au Colonel Cédille. Mais il pensait qu'il pouvait encore, entre temps, servir la France et l'Indochine en s'employant de tout son pouvoir à éviter le pire.

C'est dans cet esprit que, dès le 31 août, il avait fait remettre au Colonel Cédille un exemplaire des directives politiques qu'il avait signées quelques jours auparavant à l'intention des trois collaborateurs dont il avait demandé l'envoi à Saïgon, avec mission de préparer son propre retour, et d'éclairer les Autorités alliées, en se mettant à leur disposition.

Ces instructions sont trop longues et détaillées pour pouvoir être analysées ici. Il n'est pas sans intérêt de noter que les principes dont elles s'inspirent se rencontrent sur beaucoup de points avec la politique suivie depuis, en Indochine.

Le 4 septembre, un message du Directeur du Cabinet confirmait un télégramme de l'Amiral **DECOUX**, toujours souffrant d'un fort accès de fièvre, demandant, sur avis médical, à être transporté le plus tôt possible dans une clinique de Saïgon, et qu'un télégramme fut envoyé en France pour exprimer son désir d'être rapatrié dans les plus brefs délais, afin de rendre compte au Gouvernement de sa mission et de la situation en Indochine.

Ce ne fut que le 12 septembre qu'une réponse indirecte parvint à Loc-Ninh. Elle faisait état d'un refus formel de prendre en considération la première demande (hospitalisation à Saïgon refusée !), et indiquait que des démarches pressantes étaient faites pour le retour en France de l'Amiral **DECOUX** à bref délai.

La réplique de l'Amiral **DECOUX** partit pour Saïgon le jour même.

Elle soulignait le tort que son emprisonnement prolongé ne pouvait manquer de faire au prestige de la France en Indochine :

*" Pour les Indochinois, les Gouvernements français, comme tous les Français, disait l'Amiral **DECOUX**, sont solidaires. La situation qui m'est imposée ne peut que faire le jeu des éléments anti-français, en leur donnant des arguments pour lutter contre la souveraineté française. J'ajoute que le traitement actuellement infligé au dernier Gouverneur Général ayant dirigé l'Indochine pendant quatre ans et demi, ne manque certainement pas de diminuer la France aux yeux des*

Asiatiques. Je suis donc obligé de faire toutes réserves sur les conséquences de cet état de choses.

Je vous signale d'autre part l'intérêt qu'il y a à ce que je puisse rendre compte le plus tôt possible de ma mission au Gouvernement de la Métropole, sur les ordres duquel j'ai conservé, à mon corps défendant, la direction de l'Indochine jusqu'au 9 mars dernier.

Il me paraît, en effet, très important, aussi bien vis-à-vis des Alliés que vis-à-vis de l'opinion publique française et indochinoise, que le Gouvernement sache exactement à quoi s'en tenir sur l'évolution de la situation de l'Indochine jusqu'à cette date, et sur les conditions dans lesquelles les Japonais ont attaqué nos troupes et paralysé nos organisations de résistance. Ces conditions, notamment mon dernier entretien avec l'ambassadeur du Japon, venu sous un faux prétexte, me présenter un ultimatum de deux heures, sont encore, à l'heure actuelle, ignorées de tous, les Japonais ayant pris soin de publier à ce sujet des informations entièrement tendancieuses ou mensongères dissimulant la félonie de leur agression " .

L'Amiral **DECOUX** revenait enfin à la charge par un message du 15 septembre. Toutes ces démarches furent vaines. Il n'y fut répondu, et toujours sous forme de communications verbales transmises par des intermédiaires, que par des fins de non-recevoir, ou par des explications spécieuses auxquelles il a déjà été fait allusion plus haut, sur les inconvénients de la présence à Saïgon de l'ancien Gouverneur Général.

Le 1^{er} octobre enfin, à 4 heures du matin, l'Amiral **DECOUX** et sa suite quittaient Loc-Ninh, dans des camions japonais, et sous escorte japonaise imposante, pour Thudaumot, où les attendait un avion anglais qui les transporta en deux jours à Calcutta.

Personne ne vint saluer le Gouverneur Général partant, ou lui donner la moindre explication sur les conditions de son départ, ni à Thudaumot, ni à Tan Son Nhut (terrain d'aviation de Saïgon) où l'avion attendit pourtant pendant 3 heures des visiteurs d'abord annoncés "par erreur" aux aviateurs britanniques.

Averti de ce départ au dernier moment, soit la veille à 10 heures du soir, l'Amiral **DECOUX** subissait l'ultime amertume de quitter cette Indochine française à laquelle il avait consacré toutes ses forces pendant des années si longues et si dures, sans pouvoir

même aller se recueillir une dernière fois sur la tombe de sa femme qu'il avait perdue dans un tragique accident l'année précédente (Suzanne Humbert s'est tuée en voiture le 6 janvier 1944 à Dalat).

Au cours de son voyage de retour en France, le dernier Gouverneur Général de l'Indochine fut transporté par les Anglais jusqu'à Calcutta, puis à partir de cette ville par les Français.

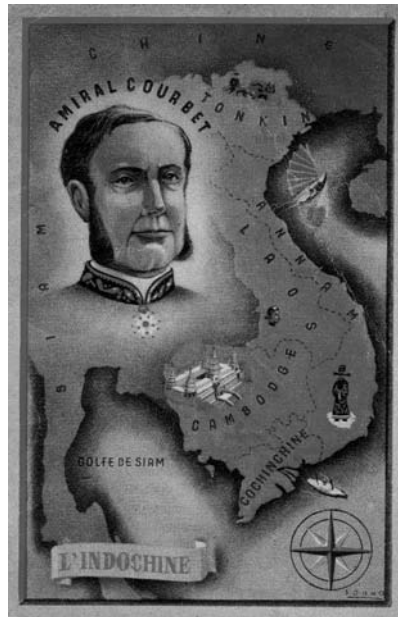
L'escale de Rangoon, en territoire anglais, sans intervention française, où l'Amiral **DECOUX** reçut, avec les honneurs militaires, tous les témoignages d'une très haute courtoisie, fit un contraste douloureux avec l'hostilité préconçue de nos compatriotes au départ, en cours de route et surtout à l'arrivée.

Lyautey, autrefois, à son dernier départ du Maroc, ne fut salué qu'à Gibraltar par une escadrille de destroyers britanniques.

Pourquoi faut-il que, si souvent, les grands serveurs de la France voient leurs mérites mieux reconnus par l'étranger que par leur Patrie ?

*Il est clair que le Gouvernement français présidé par le Général de Gaulle (il ne quittera le pouvoir que le 21 janvier 1946), a tout fait pour humilier l'Amiral **DECOUX**, sa personne, son nom, ses proches, ses amis et ses nombreux collaborateurs loyaux et fidèles, en donnant l'ordre à l'Amiral Thierry d'Argenlieu (installé en Inde pour diriger l'Indochine..!) de se comporter ainsi vis-à-vis de ce grand Français qui n'avait eu qu'une seule ambition, la grandeur de la France, au cours de sa longue carrière de marin sur toutes les mers du monde (de l'Ecole Navale jusqu'aux 4 étoiles) et de Gouverneur Général de la "Perle de nos Colonies" dans une période de guerre mondiale particulièrement difficile à gérer et à maîtriser.*

*Sans cette haine des gaullistes, on peut imaginer que l'Amiral **DECOUX** aurait gagné sa 5^e étoile...Petite consolation : beaucoup auraient validé une telle décision.*



L'Indochine de l'Amiral COURBET



Hai-Phong - Inauguration du Monument Jules Ferry
M. le Gouverneur Général se rendant à la cérémonie